

# 1970-2010 : QUARANTE ANS DE PRATIQUES FÉMINISTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Paris, 5 juin 2010, 9h00-17h45  
Auditorium de la Grande Galerie de l'évolution, 36 rue Geoffroy Saint Hilaire  
Jardin des Plantes, M° Austerlitz, Monge, Censier ou Jussieu

**Colloque organisé par Françoise Flamant, Éliane Viennot, Joëlle Wiels & Anne Zelensky**

## Les chaînettes manquantes

La série d'événements qui se déroule autour de la célébration multiforme des « 40 ans du mouvement » permet de rendre à nouveau visible une composante encore trop ignorée par les historiennes. Celles que j'appelle « les chaînettes manquantes » commencent à apparaître aux alentours de 1975 dans le mouvement. Elles forment des petits groupes d'intervention innovante sur des territoires délimités (imprimerie, musique, affiches, lieux de vie, ateliers divers), dans des structures éphémères, qui traduisent le féminisme en actes non répertoriés par les sciences politiques. De même que nous n'avons pas créé de parti, mais un mouvement, elles ne s'inscrivent dans aucune ligne prédéterminée. Elles sont, par excellence, des femmes en mouvement. Elles portent des noms improbables qui affirment haut et fort leur double appartenance : au mouvement féministe mais aussi, à la rupture épistémologique (j'aime cette expression, mais je ne suis pas sûre de l'utiliser à bon escient) de mai 68. Les Trava'Elles, les Répondeuses, les Babouches (qui « font du rock mou »), l'agenda Femmes et autres Gaffiches ont un mode de fonctionnement particulier en ce que chaque groupe définit le sien, détermine ses objectifs, et n'en rend compte à l'ensemble du mouvement que lorsqu'il vient présenter son travail. Les participantes de cette mouvance inscrivent dans le réel un certain nombre de principes clamés par les actions du mouvement et les interventions plus « politiques » de ses diverses tendances à la fin des années 70. Si on les voit si peu aujourd'hui, dans la relation qui nous est faite de la belle histoire de « la deuxième vague du féminisme », c'est sans doute qu'engagées toutes entières dans le difficile exercice de concilier utopie et vie quotidienne, elles ont été englouties dans l'affrontement des blocs du féminisme et la marche forcée du libéralisme des années 80. Je pense que c'est en grande partie grâce à elles et à leurs façons d'être féministes que nous pouvons aujourd'hui trouver des interlocutrices qui savent de quoi on parle quand on dit « mouvement de libération des femmes ».

Cathy Bernheim

# PARCOURS

récits recueillis par Françoise Flamant et Éliane Viennot

## Table ronde 1 : Les lieux du féminisme

### Catherine Kriegel : Groupe de Liaison et d'Information Femmes Enfants, GLIFE (1974-1976)

Le GLIFE a été fondé par un groupe de sept femmes, sous l'impulsion de l'une d'entre elles : Sylvie Revert. Ce lieu était situé rue des Prouvaires, dans le quartier des Halles, encore populaire avant l'existence du Forum. Dans un premier temps, il avait pour vocation d'accueillir toutes les femmes : hétéro ou homosexuelles, mariées ou non, avec ou sans enfant, travaillant ou non. Les femmes pouvaient ainsi venir avec leurs enfants si elles le souhaitaient, une ludothèque était à leur disposition. Il s'agissait d'accueillir, d'informer, mais aussi de donner la parole : acte subversif et militant malgré sa banalité, tant il s'opposait aux usages (les hommes prennent la parole, les femmes se taisent). Il a d'ailleurs fallu exclure les hommes de ce lieu féministe, comme de bien d'autres, car il suffisait souvent qu'un seul homme soit présent pour que les échanges se déroulent entre lui et les femmes sur le contenu de ses idées... Nous voulions libérer cette parole captive et donner la possibilité d'échanger sur des thèmes de société dont les femmes étaient si souvent tenues à l'écart et, parler de nous, entre nous.

Personnellement, j'ai découvert le GLIFE par l'intermédiaire d'une amie. Ma motivation personnelle est difficile à résumer, tant elle comporte de raisons, je souhaitais pour mes contemporaines et moi-même une autre vie que celle de nos mères ou de nos grand-mères, par exemple, le passage de la tutelle du père à celle du mari et/ou celle de sa mère. Cette destinée m'est apparue comme l'expression d'une situation patriarcale aliénante pour les femmes, une parmi tant d'autres à cette période. Lorsque j'ai découvert, avec le mouvement de libération des femmes, que ce dispositif social n'était pas une fatalité et qu'il était possible de souhaiter un changement radical, j'ai adhéré à ses idées et j'ai eu envie de participer à son changement.

Le GLIFE était un lieu privilégié pour l'expression libre et de nombreux débats s'organisaient ou s'improvisaient. Le lieu était chaleureux et convivial : une maison des femmes (la première en France), ouverte sur la rue, une librairie en façade, à l'arrière une cafétéria, une salle de réunion, une boutique de disques et de jeux. Quelques groupes se réunissaient là : la Ligue du Droit des Femmes, les Féministes Révolutionnaires, les Pétoleuses,

Musidora, un groupe latino-américain, un groupe anglo-saxon ; d'autres groupes tels que le MLAC, Choisir, Femmes en Lutte, le Front Lesbien s'y retrouvaient aussi parfois. Tous ces groupes pouvaient se rencontrer à l'occasion des nombreux débats organisés dans le centre. Le GLIFE respectait tous les courants politiques du « mouvement » (c'est le terme que nous utilisons toutes, MLF étant celui des médias). Les cinéastes, écrivaines et artistes étaient invitées à présenter le sujet de leur choix.

Le lieu était tenu d'abord par des permanentes, les sept femmes du début, qui gardaient le centre à tour de rôle, puis qui se sont adjoint des femmes militantes qui « tournaient » dans les fonctions d'accueil à la librairie, à la cafétéria, à la ludothèque, etc. Aucune n'était spécialisée. Il s'agissait de créer un climat favorable à une prise de conscience et à l'implication dans un combat pour les femmes. Il s'agissait de fédérer les mouvements très nombreux et divers, au-delà de leurs divergences et de leurs spécialisations, au-delà d'une tendance élitiste présente chez certaines femmes et d'éviter l'appropriation du lieu par un groupe aux dépens des autres. Il s'agissait enfin d'assurer un accueil et une information (grâce également au bulletin mensuel du GLIFE : *Femmes information*), dans un climat propice à l'éclosion des idées et de lutter contre des traditions et des habitudes sociales discriminantes et défavorables aux femmes.

Sur toutes ces questions, le GLIFE n'a pas déçu. Il n'a pourtant duré que deux ou trois ans, car les difficultés se sont multipliées. D'une part, maintenir la cohabitation cordiale de groupes très divers n'était pas simple et des conflits au sein même du petit groupe fondateur ont créé une division interne. D'autre part, les difficultés de fonctionnement et surtout de trésorerie, liées (entre autres) à la flambée des prix des loyers dans le quartier, ont eu raison de la vie de ce centre. L'association n'a pu résoudre le difficile dilemme : faire cohabiter son intégrité politique avec la survie financière de l'entreprise.

Durant sa courte vie, le GLIFE a joué un rôle important, centralisateur et hébergeant pour l'ensemble du mouvement de libération des femmes.

### Nicole Genoux : Maison des femmes de Paris (1981- )

Au milieu des années 70, plusieurs Maisons des Femmes se sont créées en France. À Paris, après la disparition du GLIFE, se sont ouverts successivement, d'abord deux maisons dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, rue Saint Sabin (1978-1980), puis cité Prost (1981-1997), et enfin la Maison rue de Charenton, dans le 12<sup>e</sup>. Les deux dernières ne sont qu'une et même entreprise : fin 1995, nous avons été expulsées de la Cité Prost pour cause de démolition. Il y a eu une longue lutte avec la Mairie (droite dure et catho) pour que nous soyons relogées dans les mêmes conditions de surface et de loyer. Puis le gouvernement de droite a supprimé les subventions

et nous avons été obligées de trouver nous-mêmes des ressources... jusqu'en 1997. C'est alors que nous avons obtenu des locaux spacieux dans une maison toute en verre, rue de Charenton, à nos conditions.

J'ai commencé à m'investir à la MDF de Paris en 1992. J'exerçais mon métier d'assistante sociale dans la banlieue de la Seine-St-Denis. Auparavant, j'avais milité dans des commissions-femmes de la CFDT, dans le mouvement de lutte anti-psychiatrie, au MLAC de St-Denis, dans des groupes femmes de quartiers, en banlieue. J'avais acquis là une expérience dont j'ai fait bénéficier

la MDF. J'avais également créé, avec d'autres lesbiennes, un groupe en banlieue nord, « les baragouineuses », puis participé au groupe de lesbiennes radicales de Paris. J'ai aussi participé à la lutte des « sans papiers ». J'aime travailler en groupe. Je crois à l'efficacité des groupes de parole, aux échanges créés lors des co-animations de ces groupes avec des professionnelles : psychologues, avocates, médecins... Dans la MDF de Paris, nous avons longtemps fonctionné comme toutes les associations loi 1901, avec une présidente, une trésorière, une secrétaire, mais ceci a été remis en cause en 2008 : nous avons maintenant un bureau collégial de trois vice-présidentes. Je suis l'une d'elles.

La question la plus difficile pour ces maisons est certainement celle du financement. Pour la MDF de Paris, des subventions ont été demandées et obtenues du Ministère puis du Secrétariat aux Droits des femmes dès le début. Mais elles ont toujours posé problème. Au départ, comme les sommes étaient conséquentes, un collectif de gestion a dû être mis en place, ce qui a provoqué une séparation nette entre les militantes et les gestionnaires. Au fil des années, l'obtention de subventions est devenue plus difficile (sans parler des trois années de survie en auto-gestion) : la politique actuelle est de ne soutenir que des actions particulières et non pas le fonctionnement des associations. D'où les initiatives développées : en 1998, « Femmes Emploi Chômage » ; en 2000, « Action contre les violences masculines ». En 1998 aussi, pour l'ouverture de la MDF, nous avons fait une action « Maison des Femmes pour toutes », c'est-à-dire que nous l'avons ouverte à tous les milieux sociaux-culturels, aux femmes handicapées sensorielles ou physiques, aux groupes désirant se créer, etc. Il a fallu alors embaucher des salariées à temps plein et proposer des emplois aidés à temps partiel, ces derniers étant à la charge de l'association.

Pour maintenir ces maisons nous avons dû (et devons toujours) lutter sur plusieurs fronts. Nous devons obtenir des subventions sans trahir nos objectifs féministes et la façon dont nous travaillons. Nous devons rester un lieu militant, et ne pas nous laisser obnubiler par la gestion. Ce sont des questionnements et une remise en cause constants pour celles qui gèrent ce lieu et veulent faire passer des idées sur « les façons d'agir et de réagir de manière féministe et lesbienne ». Nous devons avoir des relations satisfaisantes avec les salariées, qui ne sont pas toujours féministes, mais qui évoluent rapidement vers des fonctionnements plus collectifs. Nous devons faire en sorte que, même si le militantisme a baissé depuis les années 70, notre priorité reste le soutien aux luttes des femmes et des lesbiennes, et la

transmission de l'histoire du MLF. Nous devons rester à l'écoute de celles qui subissent la précarité, les violences, en réagissant collectivement et en les impliquant dans l'association. Nous devons accueillir les autres associations. Actuellement, il y en a dix qui y sont hébergées, dont les Archives Recherches Culture Lesbiennes, Rajfire, La Meute, le Réseau Femmes Île-de-France, les Voix Rebelles, Femmes Sourdes Citoyennes et Solidaires, Cafo Mali-France... Nous devons aussi être un lieu ouvert et convivial, où l'on peut passer prendre un café, lire et réfléchir autour de bouquins, de vidéo... C'est à quoi sert le Café Populaire Féministe. Mais on peut aussi, à la MDF, taper un CV, prendre son courriel, participer à des groupes de parole, et même prendre des douches !

Pour ma part, je pensais pouvoir peu à peu me dégager de certaines préoccupations (subventions, rapport d'activités, statistiques...) afin d'animer des ateliers ou des groupes de parole, Mais la gestion des salariées reste une tâche prenante, difficile, et nous ne sommes pas formées à être « employeur-e-s » ! En fait je m'occupe de beaucoup de choses : l'accueil, l'organisation des actions, l'administration, la comptabilité...).

En 2011, nous fêtons nos 30 ans d'existence. Notre Maison est très fréquentée : nous enregistrons environ 6000 passages par an. Nous sommes heureuses de voir qu'en 2009 trois nouvelles MDF ont ouvert, et qu'en 2010 trois autres devraient le faire. On nous demande des conseils. Nous avons aussi des contacts avec nos équivalents à l'étranger : récemment au Chiapas (Mexique). Cette année nous relançons l'idée d'un réseau de « Maisons des femmes d'ici et d'ailleurs », qui se réunira les 25 et 26 septembre 2010.

Il est clair que ces lieux doivent continuer à vivre. Ils sont vitaux pour les militantes féministes et aussi pour les militantes lesbiennes qui ne veulent pas travailler dans la mixité. Ils sont appréciés par les femmes qui peuvent ainsi s'associer à des luttes auxquelles ne s'autorisaient pas à participer, et toutes sont heureuses de se retrouver entre elles : ce qui facilite les prises de parole pour certaines, et les initiatives collectives ; l'accent est particulièrement mis, à la MDF de Paris, sur ces échanges puisque par semaine 3 à 4 groupes de parole fonctionnent. Ces lieux sont aussi très symboliques pour les jeunes, pour celles qui s'intéressent au MLF, mais aussi pour celles qui y passent ou qui y vivent partiellement. Un appel à solidarité est en ce moment lancé par la MDF Paris, car depuis quelques temps les aides de l'État, mais aussi celles des collectivités locales sont en baisse !

### **Annie Sugier : premier refuge pour femmes battues Flora Tristan (1978- )**

Dans le livre *Histoires du MLF*, écrit avec Anne Zelensky (1977), je fais le récit des grandes étapes de mon engagement contre les violences conjugales. Comme nombre de militantes du MLF, j'avais rejoint le mouvement après avoir lu *Libération des Femmes : année zéro*, le numéro spécial de la revue *Partisans* (1970). Le mot *libération* avait immédiatement attiré mon attention. Sur cette lancée, j'ai participé avec enthousiasme aux manifestations pour une maternité libre. Cependant c'est la question des violences faites aux femmes qui est très vite devenue ma priorité. Je pensais alors principalement au viol, voulant, à travers cette cause, mettre les hommes face à leurs contradictions : l'amour ne saurait être violence. Ce n'est qu'en 1975, lorsque l'Anglaise Erin Pizzey, auteure du livre *Crie moins fort, les voisins vont t'entendre*, vint faire une tournée en France, que j'ai pris conscience du caractère collectif du problème. Deux jeunes femmes du mouvement, Vickie et Toby, lui avaient apporté leur appui, et,

spontanément je me suis jointe à elles. Presque au même moment, en Alsace, une jeune femme militante, Frankie Haettel, nous écrivait pour nous demander notre soutien afin d'ouvrir un refuge à Strasbourg

La première étape a été la mise en place d'une permanence téléphonique et la création d'une association au nom étrange : « SOS Femmes Alternatives », que ses fondatrices ont abandonné assez vite, et dont j'ai repris la présidence. Le succès, si l'on peut dire, a été immédiat. Des milliers de femmes se sont fait connaître et la presse a été au rendez-vous. Il faut rappeler que Françoise Giroud venait de prendre les rennes du tout nouveau secrétariat à la condition féminine. De notre côté avec Simone de Beauvoir et quelques femmes du mouvement, dont Anne Zelensky, nous venions de créer la Ligue du droit des femmes afin de dénoncer le « sexisme » à partir de faits concrets, en nous appuyant sur les conseils d'avocates féministes. Nous y avons ajouté les violences

conjugales. C'est ainsi qu'est née l'idée de proposer une loi antisexiste, dont le premier projet fut rédigé par l'avocate Colette de Margerie. Nous l'avons présenté à Françoise Giroud le 15 octobre 1975. Il faut se souvenir que la loi antiraciste datait de 1972, et que le mot *sexe* avait été oublié parmi les causes d'appel à la violence ! Très rapidement, nous avons compris que nous n'obtiendrions pas de loi globale et que la priorité était d'obtenir un lieu pour recevoir les femmes battues. À Noël 1975, nous avons brièvement occupé le bureau de Françoise Giroud avec deux femmes battues et leurs enfants, afin de réclamer un local et des subventions. Échec : nous avons été renvoyées dans un refuge de l'action sociale, où l'on séparait les mères des enfants au-delà d'un certain âge. Il était évident que les pouvoirs publics ne voulaient pas traiter de façon spécifique le cas des femmes battues, préférant parler de « femmes en détresse », ce qui rendait invisible le scandale des maris cogneurs. En mars 1976, nous avons lancé une action d'occupation de l'ancien hôtel maternel du Plessis-Robinson, pour rappeler que nous n'avions toujours pas de refuge. Enfin, après des mois de combat et une épuisante recherche de local, une militante a trouvé un lieu disponible, à Clichy. Nous avons préparé un dossier de demande de subvention, ce qui n'était pas une mince affaire, et nous l'avons

obtenue de la Ministre de la santé, Simone Veil. Enfin le premier refuge pour femmes battues a ouvert ses portes à Clichy en mars 1978. Nous l'avons baptisé « Flora Tristan ».

Ce qui m'intéressait, ce n'était pas de gérer la misère mais de faire de ce refuge un lieu de combat afin de montrer aux médias que les femmes battues existaient, et donc que les cogneurs existaient aussi. Il fallait dire haut et fort que quelque chose peut facilement dérapier dans le face-à-face intime homme/femme. Il fallait aussi montrer les blocages qui empêchent les femmes de s'en sortir. Sur certains aspects, le refuge a été une réussite, car les médias avaient sous la main des « victimes » prêtes à parler. Nous avons même pu organiser des manifestations avec les femmes hébergées, comme par exemple celle que nous avons menée contre Jean Cau, auteur d'un article publié dans *Paris Match* qui banalisait la question des femmes battues. Mais bientôt j'ai eu aussi à affronter la fronde de l'équipe de permanentes que j'avais moi-même recrutées. Nos ambitions ne correspondaient pas celle de l'équipe. Alors qu'une grève très dure est déclenchée contre le Conseil d'Administration, j'ai décidé de quitter mes fonctions et j'ai demandé à Anne Zelensky de me succéder, après quatre années de présidence.

### Traces

- Anne Tristan & Annie de Pisan, *Histoires du MLF*, Calmann-Levy, 1977
- *Vingt ans de Flora Tristan*, film (1998)
- Article dans « Le Monde » du 03 août 1977 (sur les objectifs et actions de SOS Femmes Alternative)
- Article dans « L'Express » du 13-19 février 1978 (sur S.O.S femmes battues)
- Article dans « Le Monde » du 21-22 décembre 1978 (sur l'ouverture du centre Floria Tristan)

### Vivane Monnier : Espace solidarité Halte aux femmes battues (1995- )

L'existence des femmes battues a été publiquement révélée aux débuts des années 70. La parution du livre d'Erin Pisse, *Crie moins fort, les voisins vont t'entendre*, le tribunal de Bruxelles sur la pauvreté, et ce qui se disait dans les permanences du MLAC mettaient en lumière ce drame. À Nantes, où j'habitais, trois scandales secouaient alors la ville : un sociologue qui écrivait sur les femmes tabassait la sienne et faisait peur à tout les gens qui l'approchait ; le directeur d'un IUT, marié et père de nombreux enfants, faisait de même ; enfin, un élu de la banlieue nantaise, médecin, tapait aussi la sienne. J'étais mariée et mère de famille et je ne connaissais pas ces violences, mais j'ai été stupéfaite de l'ampleur de ce phénomène et de voir qu'il touchait tous les milieux. J'ai été contactée par une amie qui militait au MLF. Avec une vingtaine de femmes, nous avons mis à l'abri les victimes de ces hommes. Ça a été le début de mon engagement. J'avais la rage. Près de 40 ans plus tard, je l'ai toujours.

Au début nous avons hébergé ces femmes chez nous. Nous vivions une solidarité concrète, car nous pensions que, pour savoir « de quoi on cause », il faut être avec, et se dire « si c'était moi... ». Mais nous avons très vite interpellé la Ville. Travail de longue haleine ! Elle a d'abord mis à notre disposition un local, pour des permanences. Nous étions une vingtaine, toutes bénévoles, avec une activité professionnelle : nous nous répartissions les permanences du jeudi et du samedi. L'objectif était que les femmes échangent entre elles et découvrent que cette violence est répandue, que ce n'est pas de leur responsabilité ; puis ces femmes, à leur tour, participaient à des permanences collectives. Avec des avocates, nous avons examiné ce que disait la loi : à l'époque l'homme violent risquait tout au plus une amende légère. Pour sensibiliser les médias, nous avons organisé une conférence de presse qui a attiré beaucoup de monde. *SOS femmes alternatives* s'est mise en place. Dans la région parisienne, aussi,

le refuge Flora Tristan s'est ouvert, sous le marrainage de Simone de Beauvoir.

J'étais alors une travailleuse sociale : je m'occupais de jeunes loubirds, garçons et filles, puis j'ai été responsable d'une Maison de la culture installée dans un quartier pauvre surnommé « l'enfer ». Nous avons appris que d'autres associations se montaient dans plusieurs villes de France pour traiter la violence domestique. Nous les avons contactées et rencontrées, en janvier 77 ou 78. Une dizaine de groupes sont venus. Entre 1978 et 1991, ils se sont réunis 2 ou 3 fois par an dans une ville. C'est ainsi que s'est formé le Mouvement SOS Femmes. On a commencé à faire des stages à l'étranger et beaucoup appris de ces échanges, par exemple lors du stage dans le refuge pour femmes battues d'Amsterdam.

La première maison s'est ouverte à Nantes en 78-79, prêtée par la Mairie. Il y avait 4 chambres. Pas de salarié. Des bénévoles assuraient la gestion et la surveillance. Finalement, comme beaucoup d'associations similaires, nous avons intégré le dispositif des CHRS (Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) mis en place par la DASS, avec des financements et des salariés. Nous avons décidé d'organiser SOS Femmes en réseau, avec des déléguées régionales. Ces déléguées, bénévoles, font un travail de dénonciation des violences et œuvrent à rendre visibles ce drame. Parallèlement nous avons rédigé des textes de loi avec des avocates : nous voulions que soient reconnues des circonstances aggravantes, en cas de violences exercées par le mari ou le concubin.

Nous avons trimballé pendant des années notre dossier dans tous les ministères, au nom du Mouvement Solidarités Femmes (une association créée en 1983). Yvette Roudy et Michel Rocard nous ont soutenues, et le code pénal a finalement été modifié. En novembre 1990 a eu lieu, lors d'assises au CNIT, la première

apparition publique de la Fédération nationale Solidarité femmes, qui rassemble depuis 1987 les associations engagées sur ce terrain. J'ai accepté d'en être la première déléguée nationale, et je me suis installée au Service des Droits des Femmes. Véronique Nieiertz m'a demandé de mettre en place un numéro vert (aujourd'hui le 3919) qui, après plusieurs tests, a été inauguré en juin 1992. Depuis, outre cette responsabilité et la direction du refuge Louise Labé, à Paris, je participe à de nombreux colloques et je m'investis dans des associations nationales et internationales.

Le bilan ? On a fait avancer beaucoup de choses : il y a en France aujourd'hui un peu plus de 60 associations, qui gèrent autant de centres d'hébergement ; le réseau reçoit chaque année 100.000 femmes environ. Nous avons fait de ce problème une cause

nationale (année 2010) et rendu visible un accablant phénomène de société. Nous continuons également à faire progresser la loi : depuis 2006, la femme battue peut rester chez elle ; c'est à son tortionnaire de quitter le domicile conjugal. Les problèmes ? Un seul cas sur deux est signalé à la police (source Eurobaromètre 1999). Le dispositif d'hébergement existe, mais qu'en est-il de l'accompagnement nécessaire de ces femmes ? Peu d'hommes sont lourdement condamnés.

Quand j'ai commencé à militer en faveur des femmes battues, je pensais que le problème serait rapidement réglé. Quarante ans plus tard, je me bats toujours, avec beaucoup de femmes et d'hommes, et le fléau est loin d'avoir disparu.

## Évelyne Rochedereux : les communautés de la rue Blomet et de Montgeron (années 1970)

Au début des années 1970, deux communautés « féministes-hippies » se sont constituées, à Paris et en banlieue parisienne. Elles avaient entre elles des contacts assez étroits et étaient animées d'un même esprit : remise en cause des rôles traditionnels dévolus aux sexes, de la consommation, de la culture « bourgeoise ». Fin 1971, j'avais loué un appartement de deux pièces au 5<sup>e</sup> étage du 11 rue Blomet dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Je revenais des USA et ne désirais pas vivre seule ni me couper de cette culture où j'avais fait mes premières armes de féministe. Diane, une Américaine nouvellement débarquée à Paris, cherchait à se loger et Christine, une jeune Marseillaise, était « montée » à Paris pour y faire des études. Nous nous étions rencontrées au cours de réunions du MLF. Dans le même temps se créait une autre communauté, dans une grande maison à Montgeron, en banlieue. Un couple d'intellectuels latino-américains, parents de deux enfants, devait faire face à la découverte du lesbianisme de Liu, la femme. Elle avait rencontré Grö à Femo, une île Danoise où un camp d'été féministe avait été organisé pour la première fois, en 1971. Le couple, Yatra-Liu ne désirait pas se séparer et avait pensé qu'il lui serait plus facile de faire face à la situation entourés d'ami-e-s. J'ai rencontré Liu dans un groupe de prise de conscience.

Une des pratiques commune à ces deux communautés s'illustrait par le refus du superflu : les tables étaient le plus souvent des planches en aggloméré reposant sur des tréteaux ; les lits n'existaient que sous forme de matelas à même le sol (et empilés pendant la journée pour servir de canapés) ; les armoires se réduisaient à des planches et même, rue Blomet, à des caisses en bois, récupérées après le marché de la rue Lecourbe et repeintes en rouge et jaune grâce à la générosité d'une copine qui travaillait dans une usine de tracteurs et avait « subtilisé » quelques pots ! Il y avait bien une poignée de chaises, mais à l'époque la mode voulait que l'on s'asseye par terre en tailleur. Une douche plantée servait de salle de bains, rue Blomet, et elle n'était pas utilisée tous les jours : les occupantes préféraient de loin la piscine toute proche ou le hammam de la Mosquée de Paris. La « propriété privée » était abolie ! Ce que possédait l'un/ l'une était à la disposition des autres. Les vêtements étaient « collectivisés », même les petites culottes se partageaient (personnellement, j'aurais préféré garder les miennes à mon seul usage !). La vieille guimbarde de Montgeron pouvait être empruntée par celui/celle qui en avait besoin. Dans le même esprit on criait « haro » sur le couple, et les « relations multiples » étaient plébiscitées, du moins en principe... Nous négligions quelque peu les tâches ménagères. Les repas n'étaient pas des plus goûteux. A Montgeron, nous étions deux, de temps en temps, à nous mobiliser pour un « vrai

repas », surtout pour les enfants.

Parce que ces deux communautés s'étaient constituées pour des raisons différentes, elles ne se ressemblaient pas sur tous les points. Rue Blomet, nous n'étions que des femmes, et les dépenses étaient également réparties. Dans la journée, les copines du Mouvement défilaient, mais aussi des Américaines, grâce au bouche à oreille. Les conversations allaient bon train autour des baguettes de pain, du Camembert, des verres de rouge, dans la fumée des gauloises ! Cette attraction s'est amplifiée lorsque les Féministes Révolutionnaires ont commencé à se retrouver là le samedi, et les Gouines Rouges le dimanche. Cet appartement a aussi servi de base arrière pour des militantes qui occupaient un foyer de mères célibataires en banlieue. Pendant la journée, elles venaient récupérer de leurs nuits de veille ! Des dizaines de femmes s'entassaient parfois dans l'appartement, montant et descendant les cinq étages. Nous n'avons pas été expulsées grâce à notre voisine anglaise, que cette animation amusait beaucoup. Une règle de gestion des « tensions » avait été mise en place. Tous les samedis matins, les trois fondatrices se réunissaient et parlaient de ce qui les avait « énervé » dans l'attitude de l'une ou de l'autre. Ces explications se terminaient par de grands élans d'affection.

La communauté de Montgeron, elle, était mixte. Yatra, qui ne voulait pas se retrouver seul homme dans un milieu féminin/féministe, avait trouvé deux autres jeunes hommes pour partager le lieu. Il y avait aussi les deux enfants, de très jeunes garçons. Outre Liu (d'origine portugaise), il y avait deux Françaises, et surtout des étrangères de passage pour des séjours plus ou moins longs. Concernant l'argent, chacun, chacune mettait dans une coupe ce qu'il ou elle jugeait devoir être sa contribution juste, en fonction de ses revenus. Ce qui n'allait pas sans quelques indécidables... Bientôt, deux groupes ont fonctionné en parallèle : celui des hommes et celui des femmes, les enfants errant dans un entre-deux, un *no man's land* ! Cette communauté avait peu de contacts suivis avec le MLF, qui était perçu comme un lieu de luttes de pouvoir.

La communauté de la rue Blomet a pris fin lorsque les protagonistes sont tombées amoureuses et ont eu envie de vivre en couple. Celle de Montgeron s'est disloquée et le mari est resté seul avec des dettes et les enfants à élever. Il est retourné dans son pays, le Mexique, avec eux. Liu vit toujours son histoire d'amour avec Grö, en Norvège, où elles se sont mariées.

Avec le recul, je me rends compte que ces expériences, que j'ai menées de front, ont beaucoup nourri mon imaginaire. Certaines nouvelles que j'ai écrites, comme les « Belles histoires de la Ghena Goudou », reflètent ces moments de vie. Je réalise aussi

qu'après les USA, ce brassage avec des nationalités différentes m'a ouverte à l'Europe et à l'international, ce qui s'est retrouvé dans les engagements que j'ai eus plus tard à la CLEF (Coordination française du Lobby Européen des Femmes) ou à WIDE (Women In Development Europe). Dans les associations que j'ai

contribué à créer, ce que je recherche, ce sont les moments privilégiés de la vie en groupe, ce qui suppose une adhésion à des règles minimales, élaborées en commun. Mais je sais depuis longtemps que les moments conviviaux sont aussi gastronomiques !

### Traces

- Évelyne Rochedereux, « Les belles histoires de la Ghena Goudou », dans *Les femmes s'entêtent*, Paris, Idées Gallimard, 1975, p. 409-429
- ———, « 11 rue Blomet : Féministes Révolutionnaires et Gouines Rouges », dans Traude Bührmann et Suzette Robichon, *Lesbisches Paris*, Berlin, Orlanda, 2002, p. 236-239
- ———, Lisa, Liu et Grö, *Toutes trois*, Paris, Editions du Seuil, 1975

## Table ronde 2 : Informations, médias et veille féministes

### Danielle Prévôt : les Répondeuses (1978-1984)

À la fin des années 70, les manifestations, les rencontres, les activités militantes et féministes remplissaient nos agendas. Le rythme était tel que, parfois, nous rations les rendez-vous qui nous tenaient à cœur. Nos désappointements étaient à la mesure de cette envie de tout suivre, d'être présentes là où quelque chose se passait. Quelques-unes d'entre nous, mieux averties, étaient sans cesse sollicitées par des appels téléphoniques incessants, pour informer, annoncer, diffuser, confirmer les diverses rencontres. Carole Roussopoulos était l'une d'entre elles. Un jour, sans doute lassée par trop de dérangements, elle s'est écriée : « Je ne suis pas un Répondeur ! ». Les Répondeuses sont nées de là, en mai 1977. Quelques femmes se sont réunies chez elle, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, et ont créé un journal téléphonique.

Je suis entrée dans ce groupe par relations, par amitié. J'étais féministe, mais je n'étais pas rattachée à un courant particulier du Mouvement : passer d'un lieu à l'autre, d'une action à l'autre, ne me satisfaisait pas. Aux Répondeuses, en revanche, nous faisons quelque chose de concret et de stable. Assez vite, cette activité a occupé une bonne partie de mon temps, et c'est là que j'ai eu mes relations militantes et amicales, durant quelques années, lorsque les Répondeuses étaient installées dans une chambre de bonne du 14<sup>e</sup> arrondissement.

Ce groupe féministe était informel. Il recrutait au sein d'un réseau de connaissances féministes. Mon amie Jocelyne S., l'une des « anciennes », m'a initiée à la manipulation du matériel : un téléphone avec répondeur, une nouveauté pour moi ! Il y avait là Mireille, Josette, Chantal, Zoé, Brigitte et bien d'autres dont j'ai, hélas, oublié les noms. Puis sont venues Murielle, Marie-Christine, et enfin Claire, la plus jeune, qui nous faisait dire que la relève féministe était là ! Certaines étaient « célèbres », d'autres tenaient à rester anonymes. Nos noms, de toutes manières, n'apparaissaient pas. Nous étions un numéro de téléphone connu par le bouche à oreille ou inscrit sur des banderoles malaisément transportées dans les manifestations (comme le montre une photographie de Catherine Deudon). Nous étions toutes très différentes, mais toutes très complices. J'étais infirmière, Zoé était documentaliste, Jocelyne faisait des études de cinéma, Mireille était une scientifique... Le groupe a dû compter entre 12 et 15 femmes.

Chaque jour de la semaine, en duo ou en solo, nous enregistrions sur le répondeur des informations sur les activités et initiatives diverses et multiples, quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles du Mouvement. Ces informations venaient de nous, du courrier que nous recevions à nos adresses personnelles (l'adresse des Répondeuses était secrète), de la presse que nous lisions, mais aussi des messages laissés sur le répondeur. Ces derniers étaient retranscrits dans leur totalité sur des cahiers numérotés, puis chaque annonce était recopiée et répertoriée sur des fiches de couleur classées chronologiquement ou qualitativement, selon qu'il s'agissait de rendez-vous immédiats, ponctuels ou de l'activité habituelle d'un groupe. Une certaine autonomie était laissée à chaque Répondeuse, mais cette organisation nous permettait de nous y retrouver, et de donner avec rapidité et exhaustivité l'information souhaitée par nos auditrices. Des réunions internes au groupe permettaient des mises au point, une coordination, un accord collectif, l'entente politique. Nous répercutions toutes sortes d'informations, mais surtout les rendez-vous militants. Nous nous abstenions de tout message personnel.

Pour trouver de l'argent et nous faire connaître, nous avons organisé des rendez-vous festifs, musicaux et dansants, au Bataclan puis salle Wagram, avec les Babouches (groupe de chanteuses) et les Carabosses (groupe de libraires). Il fallait supporter la charge financière des loyers et des frais courants, et aussi celle du matériel technique, qui au cours des années devait être modernisé. Il fallait aussi diffuser nos numéros de téléphone. Et puis, nous voulions participer aux réflexions du mouvement. C'est ainsi que, lors de fête de la salle Wagram, organisée avec les Carabosses, nous avons animé des tables rondes thématiques, avant la soirée dansante. Nous avons également édité des affiches et des cartes postales. Petit à petit, les activités, dans le mouvement, ont diminué. Il y avait moins de rencontres, nous n'avions plus besoin de changer les annonces tous les jours. Les Répondeuses ont envoyé leur dernier message le 9 juillet 1983 et ont fermé leur local en janvier 1984.

Participer aux Répondeuses a été pour moi un acte militant, une manière de vivre concrètement mon féminisme et d'y trouver une réflexion politique durant cette période qui suivait celle des premières luttes du mouvement. Mais cela a aussi été pour moi

un acte libérateur. Faire ce travail, réussir ces activités, rencontrer des femmes d'autres groupes sur une base concrète, trouver ma place dans le mouvement, cela m'a donné le courage de faire ce

que je n'avais jamais fait jusque là, car je n'étais, au départ, ni intellectuelle ni très politisée. Après les Répondeuses, j'ai repris des études d'histoire, avec Michelle Perrot.

## Traces

- Dossier « Répondeuses », Bibliothèque Marguerite Durand, Paris
- Cartes postales et affiches, dans *Les Femmes s'affichent : affiches du Mouvement de libération des femmes en France depuis 1970*, choisies et présentées par l'Association la Gaffiche, Paris, Syros, 1984

## Caroline de Haas : Osez le féminisme (2009-)

J'ai été Secrétaire Générale de l'UNEF (le syndicat étudiant) jusqu'en février 2009. Investie au sein de mon organisation sur les questions des droits des femmes (notamment au moment des débats autour du voile), j'ai eu envie, en la quittant après huit ans d'engagement, de m'investir dans le mouvement féministe. Je suis convaincue que le féminisme est un des moyens de transformer radicalement la société dans laquelle nous vivons : sur les aspects d'égalité entre femmes et hommes, mais aussi plus largement. Je participais depuis quelques années aux réunions du CNDP (Collectif National pour les Droits des Femmes) et j'étais adhérente au Mouvement Français pour le Planning Familial. Il m'a semblé qu'il manquait une structure d'accueil, de recrutement et d'organisation d'une nouvelle génération militante ayant envie de s'engager sur les questions féministes.

La pétition lancée par le MFPP en janvier 2009 parce que ses crédits budgétaires étaient menacés de suppression avait montré que beaucoup de jeunes se sentaient concernés par la défense des droits des femmes. Avec quelques amies et rencontres militantes, nous avons donc choisi de créer « Osez le féminisme ». Nous avons lancé la première réunion en avril 2009 (dans mon salon, nous n'étions que 7) et le premier numéro est sorti à la fin du mois de juin 2010. Le réseau s'est lancé autour d'un texte affirmant quelques principes : laïcité, progressisme et universalisme. Nous portons les revendications du mouvement féministe, notamment une loi cadre contre les violences ; un accès à la contraception et à l'IVG (remboursement, ouverture de centres, formation des médecins) ; le respect des lois sur l'égalité professionnelle. Nous pensons que toutes ces mesures passeront par la visibilité du combat pour les droits des femmes et donc par la mise en place d'un Ministère pour les droits des femmes.

Nous avons donc choisi de nous organiser autour d'un journal militant qui a vocation à être diffusé le plus largement possible. Il paraît huit fois par an, sur Internet, mais il est également possible de s'abonner à la version papier : l'abonnement permet de soutenir le réseau et de recevoir le journal quelques jours avant sa sortie. Nous y abordons tous les sujets en lien avec les droits des femmes : violences, laïcité, contraception, répartition des tâches ménagères, marchandisation du corps, égalité professionnelle... Ces expressions des inégalités entre les femmes et les hommes sont très diverses. Elles trouvent pourtant toutes leurs origines dans la répartition sexuée des rôles à l'œuvre depuis des millénaires dans nos sociétés. La méthode utilisée par l'association ? Travail, humour et patience. Le travail, car pour

déconstruire les préjugés et les idées reçues, il nous faut être précises et percutantes. L'humour et la patience, car pour s'attaquer à des millénaires d'organisation patriarcale de la société, il faut une bonne dose de chaque !

Chaque femme ou homme qui le souhaite peut prendre part à nos activités. Nous nous réunissons toutes les semaines : une fois sur deux en format « bureau » informel, qui rassemble les militantes les plus impliquées, une fois sur deux avec toutes celles et ceux qui souhaitent militer à OLF. Nos réunions rassemblent entre 25 et 40 personnes et toutes les tâches organisationnelles ou politiques (préparation des discussions, animation des réunions) sont réparties à tour de rôle ; les articles sont préparés par une personne et retravaillés collectivement en réunion. Étant membre du bureau et l'une de celle à l'origine de la création d'OLF, j'y suis beaucoup investie. Je me charge par exemple de la réalisation technique du journal. Les réunions sont aussi l'occasion d'organiser l'intervention du réseau : formations, invitations à des conférences, présence dans les médias, animation du site Internet. Enfin, le réseau s'inscrit dans les mobilisations féministes et travaille avec d'autres associations : nous participons aux côtés du Collectif National Droits des Femmes à la préparation des rendez-vous militants (25 novembre, 8 mars) ; nous avons pris part à l'organisation de la manifestation nationale du 17 octobre 2009 ; nous sommes investies dans la commémoration des 40 ans du MLF ; nous participons à la Marche Mondiale des Femmes ; nous sommes présentes dans les différentes manifestations syndicales (1er mai par exemple) ; nous sommes régulièrement invitées par des associations, syndicats ou partis politiques pour intervenir lors de rencontres publiques (Ligue des Droits de l'Homme, Unef, partis de gauche...).

Il faut ajouter que nous avons suscité la création de sections locales du réseau : à Toulouse, Lyon, Nantes ou Grenoble, des militantes et militants organisent des formations, des projections de films, des manifestations, et chaque réseau local participe à la rédaction d'un numéro du journal.

Les sujets que nous avons abordés depuis le lancement du numéro zéro, qui était consacré aux *Violences faites aux femmes*, sont : *Religions et droits des femmes* (n°1), *L'égalité professionnelle* (n°2), *L'image des femmes dans la pub* (n°3), *Les femmes en politique* (n°4), *Le plaisir sexuel féminin* (n°5), *La maternité* (n°6).

## Traces

- *Osez le féminisme* : <http://www.osezlefeminisme.fr>
- Sur Facebook : <http://www.facebook.com/pages/Osez-le-feminisme-/104412054509>
- Sur Wikipédia : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Osez\\_le\\_f%C3%A9minisme](http://fr.wikipedia.org/wiki/Osez_le_f%C3%A9minisme)
- Article dans *Libération* : <http://www.liberation.fr/vous/0101597365-a-peine-30-ans-deja-feministes>
- Article dans *L'Express* : [http://www.lexpress.fr/actualite/societe/qui-sont-les-nouvelles-feministes\\_852422.html](http://www.lexpress.fr/actualite/societe/qui-sont-les-nouvelles-feministes_852422.html)
- Editio de *Elle* : [http://www.elle.fr/elle/Societe/Editio/Quoi-de-neuf-Les-femmes-!\(qid\)/1023388](http://www.elle.fr/elle/Societe/Editio/Quoi-de-neuf-Les-femmes-!(qid)/1023388)

## Éliane Viennot : librairie Carabosses (1978-1985)

Bien que j'aie lu le *Deuxième Sexe* à 17 ans, grâce à l'une de mes professeuses de lycée, et que j'aie été très active en 1968 (je vivais alors à Toulouse), je n'ai commencé à militer véritablement que quelques années plus tard, à Paris. D'abord dans ma fac, en 1973, puis au MLAC, dans le groupe du 18<sup>e</sup> arrondissement. Après le vote de la loi Veil, ce groupe a été déserté par les hommes et il est devenu un groupe « femmes en lutte », sous l'influence des militantes de *Révolution !* qui l'animaient. Je suis entrée moi-même dans cette organisation, où j'ai été associée à la « direction nationale femme ». Cette organisation a explosé au début de l'année 1978, notamment sous la pression des féministes qui contestaient les conceptions léninistes de l'avant-garde révolutionnaire. J'ai alors créé la librairie Carabosses, avec une douzaine de femmes. Une partie était d'anciennes camarades de *Révo !* Les autres, je ne connaissais pas : l'une ou l'autre les avait attirées dans l'aventure.

Nous avons fondé une SARL, avec le minimum de capital requis, 20.000 FF, que quatre d'entre nous avaient réussi à rassembler, à parts égales. J'étais par ailleurs propriétaire d'un local, 11 rue Jean-Pierre Timbaud, que j'ai prêté gratuitement. Mais nous n'avions aucun fonds, et aucune expérience du métier de libraire, à l'exception d'une seule d'entre nous. Pour acheter nos premiers livres, nous avons vendu des bons d'achat à tous nos amis et amies – qui heureusement ne sont pas tous venus réclamer leur dû ! Nous avons aussi fabriqué un petit livret de chansons, que nous avons vendu autour de nous, notamment dans les manifs du 8 mars et du 1<sup>er</sup> mai. La librairie a ouvert en mai 78. Nous étions toutes bénévoles. Deux par deux, généralement, nous nous succédions à la librairie, pour qu'elle demeure ouverte tous les jours, de 12 à 20 heures. Tous les lundis en fin d'après-midi – jour de fermeture hebdomadaire, avec le dimanche –, nous nous réunissions pour décider du choix des livres, nous répartir les plages horaires, et résoudre tous problèmes qui pouvaient se poser, qu'ils relèvent de l'organisation interne du groupe ou de sollicitations extérieures. Nous participions en effet à des rencontres féministes, ou nous allions expliquer notre activité dans des entreprises. À côté de cette gestion commune, chacune se chargeait des relations avec un éditeur, et une équipe était responsable de la comptabilité – toute faite à la main, à cette époque : l'ordinateur personnel n'existait pas !

En 1979, certaines d'entre nous ont eu envie de faire plus : inviter des autrices, organiser des débats, des expositions, faire un café de femmes... Il fallait plus d'argent. Cela a exigé beaucoup de discussions. C'est alors que nous avons pris l'habitude de faire de

temps en temps des « week end » à la campagne, chez les parents de l'une ou de l'autre, parce que les réunions hebdomadaires ne suffisaient pas et qu'il y avait des tensions, liées à des niveaux d'investissement très différents. Toutes celles qui voulaient continuer ont marqué leur adhésion au nouveau projet par un apport d'argent de 5000 FF, qui a rétabli l'équilibre entre nous, et les autres sont parties. Nous avons déménagé au 58 rue de la Roquette (le quartier était encore très populaire), et ouvert, juste à côté de la librairie, le « café littéraire » Barcarosse, institué en Association loi 1901. L'adhésion était symbolique (5 FF) mais elle permettait de réserver l'entrée aux femmes.

Ces lieux sont devenus un point de ralliement des féministes étrangères à Paris, car nous avons beaucoup d'informations sur les activités des autres groupes. Nous étions aussi un lieu d'information pour les femmes en détresse : nous avons des adresses pour les problèmes de contraception, d'avortement, de violence, de divorce... Du coup, en 1982, nous avons édité un *Petit guide féministe de France et d'ailleurs*, rempli d'adresses de groupes, de références de livres et de films, et aussi de photos de nos lieux et de dessins d'une artiste qui avait exposé chez nous (Joëlle Dautricourt). À cette époque, également, nous avons bénéficié d'un salaire du tout nouveau Ministère des droits des femmes d'Yvette Roudy. Il était temps, car les ardeurs militantes s'essouffaient. Petit à petit, d'ailleurs, les aides aux femmes se multipliaient, et les études sur les femmes aussi, la librairie nous a semblé moins utile. Parallèlement, Barcarosse a été investi par des lesbiennes pas forcément féministes. Les militantes du mouvement, d'ailleurs, y venaient rarement : nous étions en passe de devenir une librairie de quartier, ou un lieu lesbien apolitique. C'est pourquoi, à l'été 1985, les lieux ont été cédés et le fonds a été vendu à Françoise Pasquier, l'éditrice de Tierce, qui a maintenu une activité de librairie durant quelque temps.

Plusieurs d'entre nous ont repris leurs études à la fin de cette expérience. Une autre est entrée à France-Culture. Moi-même, qui avais abandonné mes études au sortir de la licence, j'ai appris là que je voulais désormais faire de la recherche sur les femmes. Plus de la moitié d'entre nous, par ailleurs, est restée en relation. Vingt-cinq ans plus tard, il faut bien constater que nous avons noué là, pour certaines, une sorte d'amitié « à la vie à la mort », liée à l'accord trouvé dans les tâches concrètes et les difficultés matérielles ou humaines : l'argent, la gestion d'un commerce, les horaires d'ouverture, les relations interpersonnelles, les choix politiques...

## Traces

- Livret *Elles chantent* (1978)
- *Petit Guide féministe de France et d'ailleurs* (1982)
- Prises de vues réalisées par La Griffonne (1983 ?)
- Reportage réalisé par Antenne 2 diffusé le 8 mars 1982
- Site web de Joëlle Dautricourt, archives de son exposition au café Barcarosse en 1980  
<http://jdautricourt.free.fr/barcarosse.html>
- Article de la « *Gueule ouverte* » (à propos de l'exposition ci-dessus) <http://jdautricourt.free.fr/intentions.html>

## Christine Lemoine : librairie Violette & Co (2004- )

La librairie Violette and Co existe depuis six ans : elle a ouvert le 12 février 2004. Je l'ai créée avec Catherine Florian. Nous voulions la spécialiser autour de deux thèmes : les femmes et le féminisme d'une part, le lesbianisme et la culture gay et trans

d'autre part. C'est un projet indépendant de tout groupe, organisation ou maison d'édition. C'est aussi un projet personnel, et non collectif comme la librairie Carabosses : c'est celui de deux individus qui avaient de manière différente participé au

mouvement féministe et/ou lesbien, et qui cherchaient aussi à changer de métier. Nous avons donc apporté dans cette réalisation notre bagage militant, littéraire, culturel... mais aussi nos fonds propres. Nous n'étions pas libraires auparavant. Nous avons monté cette affaire à la fois comme un projet professionnel et comme manière d'apporter notre contribution au mouvement féministe et lesbien/gay. Il n'y avait plus de librairie féministe en France depuis plusieurs années, cela nous a semblé à la fois utile et nécessaire.

Nous ne qualifions pas cette activité de militante, mais plutôt d'engagée. L'engagement se traduit, entre autres, par le choix des livres. Par exemple, en ce qui concerne le féminisme, nous voulons offrir le plus possible de titres ayant trait aux questions des femmes dans le domaine des sciences humaines, sans ligne partisane. Pour la littérature, nous sélectionnons et mettons en avant les écrits des femmes. Pour les livres pour la jeunesse, nous effectuons un tri pour ne présenter que ce qui n'est pas sexiste (ou discriminatoire de quelque manière que ce soit), voire ce qui combat le sexisme, etc. Notre engagement se traduit aussi par l'organisation de débats autour de livres : nous invitons leurs auteurs-es à les présenter et à échanger avec le public. Les rencontres se déroulent dans la mezzanine, environ une fois par semaine. Il n'y a malheureusement que très peu de traces de ces échanges, car nous n'arrivons pas, en plus, à les enregistrer ; et personne n'en a pris l'initiative, sauf ponctuellement. L'espace qui accueille les rencontres est aussi le lieu d'expositions artistiques et/ou militantes. Par ailleurs, nous participons à des événements féministes, de femmes, lesbiens... Nous faisons des ventes de livres lors de festivals de cinéma, de colloques, de salons..., en proposant par exemple une sélection autour de la thématique à l'honneur. Toutes les activités de la librairie sont annoncées sur notre site internet (qui offre également un catalogue en ligne) et sur la lettre d'information mensuelle envoyée par mail.

Une librairie est un lieu physique, inscrit dans la ville, ouvert à tout

### Traces

- Site de la librairie : <http://www.violetteandco.com/librairie/>
- Film de Barbara Wollman, sur le site des VidéObstinées (<http://www.lesvideobstinees.org/>)
- Reportage sur France 3, Journal de midi, 8 mars 2009

### Michèle Revel : Éditions Tierce (1977-1994)

Je suis arrivée à Paris à 20 ans en 1976 en me disant que j'allais rencontrer Simone de Beauvoir et c'est quatre ans après que j'ai rencontré Françoise Pasquier pour la première fois à Sceaux dans l'atelier de photocomposition des TravaElles. Venue par le groupe femmes de Saint Denis, j'étais dans le mouvement et avec lui, j'avais trouvé la liberté d'expression, celle de chanter dans les rues, d'écrire, de photographier, de dessiner, de fabriquer des journaux... et d'aimer qui me chanterait. Je ne sais plus très bien ce que Françoise venait de dire, à quoi j'ai répondu qu'en tout cas, moi, je préférerais travailler avec les femmes ou quelque chose comme ça... Il fallait faire le montage du « Jeu du dictionnaire » de Jacqueline Feldman que Geneviève\* composait au kilomètre... Je n'ai pas demandé l'histoire, j'ai juste démissionné de l'Éducation nationale, me suis inscrite à l'École d'architecture et j'ai commencé mon travail de salariée au 1, rue des Fossés Saint-Jacques.

L'histoire, j'en connais des morceaux aujourd'hui. Tierce, elles étaient trois au départ, Françoise Petitot qui avait déjà un métier, Yolaine Simha qui avait créé le Lieu-dit et Françoise Pasquier qui voulait être éditrice. En 1976, elles ont réuni deniers et énergies

le monde, un lieu accessible à celles et ceux qui non seulement s'intéressent aux livres de manière large, mais aussi cherchent des informations, par exemple par les tracts mis à disposition dans la librairie, ou simplement en discutant avec nous de ce qui se passe à Paris, dans les actions ou les groupes féministes. Nous entretenons notamment un contact avec bon nombre d'associations féministes et LGBT. Nous invitons ainsi toutes les personnes qui prennent des initiatives relevant de ces domaines à ne pas hésiter à déposer leurs informations à Violette and Co. C'est utile pour les Parisiennes, mais aussi pour les nouvelles venues de province et de l'étranger.

Violette and Co est une petite librairie indépendante, et dans ce sens elle est confrontée à la fragilité ordinaire de ce type de projet. Nous sommes obligées de tenir une gestion serrée. C'est un commerce culturel, certes, mais d'abord un commerce, qui doit dégager des bénéfices, sans quoi la librairie aurait fermé ses portes depuis longtemps. Sa vie repose sur notre travail, mais surtout sur l'engagement (et la fréquentation) de celles et ceux qui la soutiennent, non par « devoir » mais parce qu'elles et ils y trouvent leur compte et estiment important l'existence d'une librairie de ce type. Elle existe parce qu'il y a une production de textes (papier, encore !), que ce soit par les maisons d'édition installées ou par de petites entreprises que nous essayons de mettre en avant. Elle existe aussi parce le développement des études sur le genre en France, certes limité mais réel, permet que se publient des livres que nous pouvons diffuser.

L'avenir de la librairie dépendra donc de nos propres forces (soutenues par un réseau de femmes qui nous donnent des coups de main ponctuels), mais aussi de la production sous forme de livres et de la fréquentation du lieu au jour le jour. La diffusion électronique des textes sur différents supports est un autre débat, mais il est important pour le futur des acteurs du livre.

pour publier les premiers livres et revues, *Questions Féministe* n°1 (1977), *Droit du travail : côté femmes* (1978), *L'Italie au féminisme* (1978)... Dans « le bureau » partagé avec les distributeurs Distiques, les Editions Solin et quantité de revues (*Actes, Les Révoltes Logiques, Pénélope*...) qui y faisaient leurs réunions, dans l'agitation générale, la mission était claire, faire en sorte que tous les maillons s'enchaînent jusqu'au livre et au delà, jusqu'à ses lectrices et lecteurs. Par tous les moyens, professionnaliser... Il était difficile d'être une jeune maison d'édition et l'alliance avec d'autres nous permettait de continuer. Continuer à porter des cartons, à partir sur les routes de France et de Francophonie.

Difficile le passage des années 70 au 80 ? Oui, il était bien difficile de sortir des années de plomb sans céder aux paradis perdus ou artificiels. Le pari était fait que le réel ne serait pas une utopie. Que la parole libérée des années 70 trouverait le chemin du prochain millénaire. Un pari qui me paraissait d'autant plus important que Françoise Pasquier se retrouvait cette même année 1980 sur le banc du tribunal de commerce de l'Île de la Cité, accusée de « concurrence déloyale » pour avoir signé avec dix autres éditrices du monde entier un texte de protestation contre

l'appropriation du nom MLF-Mouvement de Libération des Femmes par le groupe psyképo-librairie-éditions des femmes. J'ai assisté à la plaidoirie brillante d'Odile Dhavernas. Non, il ne s'agissait pas de commerce mais bien de politique.

En période de radicalisation générale, Tierce avait fait le choix premier de la diversité des modes d'expression. Du plus personnel au plus politique, du plus littéraire au plus militant, du plus scientifique au plus artistique, les livres recomposaient noir sur blanc de quelles dynamiques le mouvement était fait. Au catalogue, se succédaient les livres du Planning Familial (1978, 1979, 1982), d'Elles Voient Rouge (1981) ou sur le premier « Samizdat de femmes à Leningrad » (1980)... Mais aussi, le catalogue de l'exposition d'Orlan, *Skaï et Sky and Vidéo* (1984), *L'Inconciliabule* de Brigitte Fontaine (1981), *Berthe ou un demi siècle auprès de l'Amazone* sur la vie de Natalie Clifford Barney (1980)... Et aussi les revues *Questions Féministes* en 1977 (puis *Nouvelles Questions Féministes* en 81), *Parole!* en 1978, *La revue d'en face* à partir de 1979 et *Les Cahiers du Griff* à partir de 1984 apportés par Françoise Collin. Tierce s'est alors tournée vers de nouvelles collaborations avec des éditions étrangères, notamment américaines.

### Traces

- Geneviève Fraisse, « À Françoise Pasquier », *Clio-Histoire, femmes et sociétés*, numéro 13-2001 (« intellectuelles ») : <http://clio.revues.org/index1543.html>
- Liliane Kandel, « Une édition féministe est-elle possible ? », *Clio-Histoire, femmes et sociétés*, numéro 13-2001 (« intellectuelles ») : <http://clio.revues.org/index1544.html> (article + catalogue des éditions Tierce)
- Le catalogue est également en ligne sur le blog Re-belles : [http://re-belles.over-blog.com/pages/Le\\_catalogue\\_des\\_editions\\_Tierce-3099881.html](http://re-belles.over-blog.com/pages/Le_catalogue_des_editions_Tierce-3099881.html)

### Oristelle Bonis : collection « Bibliothèque du féminisme » de L'Harmattan (1995- )

L'aventure a commencé au début des années 1990, période marquée par le désengagement des éditeurs français vis-à-vis des textes de ou sur les femmes, la fermeture des « collections femmes » dans les grandes maisons d'édition, la raréfaction des revues féministes. Même la production des Éditions des Femmes s'étiolait sensiblement, à l'époque, et si les éditions Tierce ont continué d'exister jusqu'en 1993, depuis qu'elles étaient devenues Deux Temps/Tierce, leur catalogue privilégiait la fiction étrangère (sans qu'il faille, bien au contraire, le regretter), à l'exception notable de l'œuvre d'Hannah Arendt.

Paradoxalement, pourtant, à la suite du premier colloque de Toulouse (1982) et de l'« Action thématique programmée » engagée puis reconduite par le CNRS, l'Université et le CNRS commençaient alors à faire une (petite) place aux recherches et études féministes. C'est dans ce contexte que l'Association Nationale des Études féministes a décidé d'appuyer la création d'une collection de livres, sur la proposition d'un collectif éditorial indépendant composé de quatre personnes : Marie-Laure Arripe, Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Hélène Rouch et moi-même. La collection « Recherches » d'abord, ouverte en 1991 aux éditions côté-femmes, puis à partir de 1995 la « Bibliothèque du féminisme », chez L'Harmattan, ont ainsi bénéficié du soutien financier de l'ANEF et d'une diffusion par le biais de son Bulletin, sans que l'association intervienne ni dans le choix ni dans le rythme des publications. Ce bref rappel des conditions d'émergence d'une collection à la longévité remarquable doit aussi mentionner ce qui, à la même époque, était un motif d'exaspération pour beaucoup d'entre nous : le succès du *French Feminism*, pseudo courant de pensée conceptualisé aux États-Unis avant d'être réintroduit en France, qui captait l'attention au détriment du féminisme « matérialiste » et de son analyse de l'oppression.

Le collectif éditorial s'est donc attelé en priorité à la publication en

En 1986, j'ai quitté Tierce, au moment de la parution du livre d'Hanna Arendt, *Rahel Varnhagen : la vie d'une juive allemande à l'époque du romantisme*. En quelque sorte un cycle était passé. Au fur et à mesure que le catalogue Tierce s'enrichissait, nous avons organisé des collections, leur avons donné une image et une diffusion professionnelle qui complétait le système de distribution Distique. Nous avons fait vivre fidèlement les objectifs : Tierce était une maison d'édition féministe, Françoise était éditrice et moi il fallait bien que je devienne architecte.

Au total, Tierce aura fait paraître près de 90 ouvrages et de nombreux numéros de revues, entre 1977 et 1993, date à laquelle Françoise Pasquier est devenue éditrice chez Rivages.

\* Je voudrais rendre un hommage particulier à Geneviève de Chauveigne (dont je ne suis pas sûre du nom de famille), qui, par sa compétence et son courage, a aidé à l'existence de tant de maisons d'édition, comme Tierce et Solin, et de revues, comme *Masques*... Elle travaillait tout le temps, à TravaElles, pour que les livres paraissent en temps. Un hommage également à Jocelyne Camblin et à cette autre entreprise qu'a été l'imprimerie VoixOff.

recueil de quelques-uns de ces textes, jugés fondamentaux : les deux premiers, *L'Anatomie politique*, de Nicole-Claude Mathieu, et *Sexe, race et pratique du pouvoir*, de Colette Guillaumin, sont régulièrement réédités depuis par les éditions côté-femmes/Indigo. Parallèlement, il s'agissait de publier, outre les travaux de jeunes chercheuses, des ouvrages collectifs issus de séminaires et de colloques. Ces trois volets de sa production font l'originalité de la « Bibliothèque du féminisme », dont le catalogue reflète aussi bien le redéploiement de la recherche en sciences sociales que le renouvellement des problématiques, notamment avec l'introduction du concept de genre. Au fil des ans s'est ainsi constitué un corpus de textes qui permet la confrontation des hypothèses de recherche et répond au souci de transmission en assurant une continuité intergénérationnelle.

Ouverte à tout le champ des études féministes, la collection s'attache à refléter l'interdisciplinarité qui les caractérise (par ex. à propos de la question du genre, de la citoyenneté, de l'exercice politique) et à faire place à des disciplines – la critique littéraire, l'histoire culturelle, la musique, les arts plastiques, la médecine... – quelque peu sous-représentées en regard du trio de tête histoire-sociologie-anthropologie. En même temps, et le point est important, son propos est d'alimenter un débat fondamentalement politique sur la persistance et la reconduction des formes de discrimination sexiste. Le titre « Bibliothèque du féminisme » que nous avons choisi lors du passage à L'Harmattan indique cette intention, et même si les réactions au mot « féminisme » sont d'une certaine façon plus positives aujourd'hui qu'en 1995, les réticences et les critiques que ce choix a suscitées sont révélatrices de tensions que l'usage désormais consacré du « genre » n'a qu'imparfaitement recouvertes.

La durée de la collection doit beaucoup à la stabilité et à la ténacité du collectif qui s'en est occupé depuis le début. Hormis pour le départ de Marie-Laure Arripe, qui l'a quitté quand nous

étions encore à côté-femmes, sa composition est restée inchangée jusqu'au décès d'Hélène Rouch en février 2009. Passionnant par certains côtés, ingrat par d'autres, et quoi qu'il en soit très prenant, le travail consiste à lire, choisir, solliciter les textes, à amener éventuellement les auteures à les retravailler, à préparer la copie en vue de l'impression, à corriger les épreuves, à assurer la promotion des ouvrages, et, le cas échéant, leur vente directe à l'occasion de colloques et de rencontres. Hélène, pour des raisons autant liées à son parcours de militante féministe qu'à sa formation de biologiste et à ses intérêts intellectuels et scientifiques, était le pivot de notre équipe. Elle consacrait à notre projet commun une grande partie de son temps et de son énergie rigoureuse, exigeante. Elle manque beaucoup, évidemment, et sa

disparition oblige à repenser le devenir de la Bibliothèque du féminisme.

C'est aussi Hélène qui, pour l'essentiel, se chargeait du suivi des relations avec notre éditeur. Et s'il est vrai que le fonctionnement des Editions L'Harmattan laisse à désirer, notamment quant à la diffusion des ouvrages, le fait est que nous n'aurions pu trouver ailleurs d'espace où éditer nos livres sans restriction ni sur leur contenu, ni sur le nombre des publications. En revanche, il faut regretter que, faute de moyens, la part des traductions soit restée très insuffisante, et ce malgré le beau succès du recueil *Black Feminism*.

### Traces

- « Bibliothèque du féminisme » : <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=collection&no=14>
- Ouvrages parus chez côté-femmes : Françoise Duroux, *Antigone, encore. Les femmes et la loi* (1993), Arlette Gautier et Jacqueline Heinen (dir.), *Le Sexe des politiques sociales* (1993), Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature* (1992), Nicole-Claude Mathieu, *L'Anatomie politique* (1991).

## Table ronde 3 : Les modes d'actions féministes

### Simone Iff : Mouvement Français pour le Planning familial, MFPF (1956- )

Je ne pense pas que mes pratiques féministes datent de 1970 ! Par contre, je peux dire que le Mouvement des femmes a orienté et modifié mes pratiques militantes. En 1970, par exemple, j'étais engagée au Mouvement Jeunes Femmes. J'étais aussi, et surtout, au Planning familial depuis dix ans : à l'écoute des femmes qui demandaient une contraception et disaient leur ras-le-bol des interdits, des contraintes, des ignorances concernant leur vie sexuelle et bien au-delà : leur rôle social. Dix ans que j'étais confrontée aux résistances incroyables de notre société patriarcale, qui s'acharnait à maintenir un arsenal législatif, éducatif et culturel, et empêchait toute évolution vers l'autonomie, en particulier des femmes.

Mai 68 et plus particulièrement le Mouvement des femmes, avec son audace, sa spontanéité, son imagination, son amicale sororité, a été pour moi une vraie découverte et un vrai bonheur. J'y ai fait la magnifique découverte de la force des femmes pour imposer un changement des rapports sociaux, j'ai eu la confirmation que l'oppression des femmes était politique et qu'ensemble nous pourrions devenir ce que nous sommes, loin des clichés de ce qui est dit « naturel » ou « psychologique ».

Dès juillet 1969, j'ai participé au maximum de mon temps libre à la préparation ou à la réalisation de la plupart des manifestations du MLF : la manifestation d'août 1970 à l'Arc de Triomphe, les actions à la Faculté de Vincennes, auprès des Groupes de quartiers, aux assemblées générales qui se tenaient aux Beaux Arts puis à la faculté de Jussieu, à la manifestation contre la fête des mères sur les Champs Élysées, à celle de novembre 1971 pour l'avortement et la contraception, à la manifestation internationale tenue à la Mutualité sur le viol et sur l'avortement et la contraception. En 1973, j'ai participé au Mouvement des femmes prostituées. En 1981, je suis devenue membre du cabinet d'Yvette Roudy,

ministre des Droits des femmes. J'ai également participé au groupe interministériel sur les mutilations sexuelles. En 1986, je suis entrée au Conseil économique et social, où j'ai été chargée du rapport sur l'aide juridictionnelle. En 1986, j'ai participé à la création de « Viol-Femmes-Information », qui a ouvert un numéro vert national et j'y ai piloté une étude juridique sur « le devenir des plaintes pour viol. »

Mon lieu de combat plus spécifique, toutefois, a été le Planning familial. Il s'agissait de politiser toutes nos instances, départementales, locales, nationales ; de travailler avec les syndicats pour prouver les inégalités sociales face aux questions d'avortement et de contraception ; de faire pression sur les élus, sur les ministères... En 1973, comme vice-présidente puis comme présidente du Planning, je l'ai entraîné dans la création du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) avec le GIS (Groupe Information Santé), la CFDT, entraînée de son côté par Jeannette Laot, et l'avocate Monique Antoine. Nous avons fait faire le film *Histoire d'A.*, puis nous avons aussitôt établi un « état de fait » : la pratique des avortements.

J'ai tenté d'apporter dans mes responsabilités et pratiques militantes ce que m'avait apporté le féminisme, tant au niveau des praticiennes que lors de la réception des femmes qui nous contactent.

Du côté des militantes, l'accent est mis sur leur formation, qui passe par une analyse de leur pratique, ce qui permet une cohérence entre les objectifs féministes et les actions. Elle leur donne des arguments pour démontrer que l'oppression des femmes relève de questions politiques. Nous agissons collectivement plutôt qu'individuellement. Éviter la personnalisation est difficile mais il faut s'y appliquer. Nous favorisons les groupes de travail, la tenue de comptes rendus des réunions, la prise en

charge à plusieurs des publications des colloques du Planning. Nous avons également réfléchi, après avoir reçu des aides financières de l'Etat, à ce que cela impliquait pour le Planning, à notre indépendance par rapport à l'autorité publique, et comment nous pouvions maintenir des structures de « contre pouvoir ». Ainsi le Planning s'est politisé mais en restant autonome par rapport aux divers partis.

Du côté des femmes que nous recevons, l'accent est mis sur les groupes de parole, plutôt sur des thérapies individuelles, entre femmes partageant une même expérience – spécialement après

un viol ou un autre traumatisme. Les participantes découvrent alors que chacune peut aider l'autre et qu'elle est aidée par toutes les autres. La culpabilité individuelle est remplacée par la prise de conscience de l'oppression spécifique des femmes. Elles ne sont plus des assistées, mais des personnes qui participent aux objectifs communs de changement. Il faut se dégager de tout jugement de valeur, écouter les personnes concernées, leurs vécus, leurs propres analyses. C'est aussi ce que nous avons fait avec les prostituées : les accueillir au Planning comme des femmes avant tout, sans les stigmatiser.

## Traces

- Iff, Simone (avec Marcel Besse et Werner Iff, coll.), *Demain la société sexualisée : le combat du Mouvement français pour le planning familial*, Paris, Calman-Levy, 1975.
- MFPP, *Les interruptions de grossesses*. Paris, Édition Tierce 1978.
- MFPP, *A propos de la sexualité des femmes*, 1979.
- *25 ans d'histoire du planning familial*, Paris, Édition Tierce, 1982.
- *Les mutilations du sexe des femmes aujourd'hui en France*, Paris Editions Tierce 1984.
- *Le viol, un crime. Vivre après*. Paris, Collectif féministe contre le viol, 1995.
- *Le planning familial : histoire et mémoire (1956-2006)*, sous la direction de Christine Bard et Janine Mossuz-Lavau, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

## Suzy Rojzman : Collectif national pour les Droits des Femmes, CNDF (1996- )

J'ai commencé à militer dans le MLF en 1974. J'étais à l'époque militante « de base » de la Ligue communiste et celle-ci, sensible aux mouvements sociaux, nous a envoyées dans le Mouvement. Nous avons créé un groupe femmes à Montreuil, où j'avais été au lycée. Nous fonctionnions en groupe de conscience, participions aux manifestations, interventions sur la ville. Je me souviens de l'occupation de l'hôpital de Montreuil, en 1974, avec le MLAC, pour obliger l'hôpital à appliquer la loi qui venait d'être votée. J'ai aussi participé au grand rassemblement de Bièvres, en 1974, organisé par les « Pétroleuses », la tendance lutte de classes du Mouvement lancée par la Ligue communiste. En 1978, j'ai quitté cette organisation (devenue la LCR). Je n'avais plus envie de devoir « rendre des comptes », même si c'était tout relatif : je n'ai jamais subi de pression virulente. Nous y avons mené des luttes très importantes. Nous avons notamment réussi à imposer l'existence de « groupes femmes internes » non mixtes, ce qui n'était pas gagné au sein d'une organisation révolutionnaire. La bataille avait été rude mais nous l'avons gagnée.

À l'extérieur de l'organisation, la confrontation avec des femmes d'autres groupes féministes a bouleversé pas mal de copines. Nous avons été mal reçues par les Féministes révolutionnaires, parce qu'elles nous pensaient manipulées par les hommes de nos organisations. Peut-être au début avons-nous cru que l'oppression des femmes serait résolue par la révolution socialiste. Mais nous avons vite pris conscience du caractère schématique de cette position. Beaucoup ont donc, comme moi, quitté la Ligue. À notre décharge, il faut se souvenir que la décennie 70 était celle où tout semblait possible. Je regrette ce manque de liaison avec les FR et je vois bien qu'il perdure encore aujourd'hui, même si la situation politique et celle du Mouvement n'ont plus rien à voir avec celles de ces années-là.

En 1978, après une annonce dans *Libé*, on s'est retrouvées un certain nombre à fonder les Radioteuses. Les radios libres étaient alors interdites : elles ont été légalisées par Mitterrand en 1981. Nous émettions dans des conditions ubuesques, parfois même en tendant l'antenne par la fenêtre, le plus haut possible pour que ça diffuse. Puis on a fusionné avec Radio Nana et ça a fait les Nanas radioteuses. Après 81, on a vraiment pu faire de la radio. J'adorais ça. Je trouvais ça très ludique. Mais on a dû arrêter (vers 1982-1983, je ne me souviens plus très bien) car on s'est engueulées

très fort avec ceux qui partageaient la fréquence avec nous. Et même entre nous...

À la radio, j'avais connu une copine, Nathalie Bourdon, qui était venue témoigner du fait d'avoir été violée. Ensemble, et aussi avec Maya Surduts, on a créé le Collectif féministe contre le viol : c'était en mai 1985, trois viols avaient été perpétrés en public sans que personne ne réagisse. C'est là que j'ai commencé à militer de façon pérenne contre les violences faites aux femmes. Le Collectif a pris beaucoup d'ampleur puisqu'il a ouvert, grâce aux subventions d'Yvette Roudy, une permanence téléphonique le 8 mars 1986. Je suis restée au Collectif jusqu'en 2003, avant de partir sur des désaccords. Je me suis beaucoup investie. J'ai animé durant 13 ans des groupes de paroles de femmes violées. Ça apprend la vie ! Ça apprend la vraie solidarité. J'ai engrangé beaucoup d'expérience.

Parallèlement j'ai participé aux réunions unitaires de préparation de la manifestation du 25 novembre 1995, impulsée par la CADAC après la tentative de Jacques Toubon d'amnistier les commandos anti-IVG. La Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception avait été créée en 1990, mais jusque là j'avais fort à faire au CFCV, et c'était aussi la période où je suis retournée à l'Université. Cependant, après la manif, je me suis impliquée dans la création du Collectif National pour les Droits des Femmes. Ce Collectif n'est pas le Mouvement des femmes des années 70. Il part du constat que, heureusement, nos idées féministes ont cheminé dans la société et que la situation politique a évolué. Le Collectif a un rôle fédérateur entre des associations féministes, des syndicats et des partis de gauche et d'extrême gauche. C'est sans doute un exploit d'avoir réussi à pérenniser ce type de structure unitaire depuis près de 15 ans, même s'il y a des hauts et des bas ! Personnellement, j'ai animé la commission « violences » des Assises pour les Droits des Femmes de mars 1997, qui ont réuni 2000 personnes. Puis j'ai été élue au secrétariat du Collectif. J'en suis maintenant une des porte-parole.

Le CNDF intervient dans un grand nombre de domaines liés aux droits des femmes : emploi, travail domestique, retraites, violences, sexisme, etc. C'est la CADAC qui s'occupe de l'avortement. En 2004, nous avons lancé la campagne sur les violences dont je suis une des inspiratrices. On avait commencé en 2003 par dénoncer le « système prostitutionnel », puis on a élargi à toutes les violences. On a inscrit dans l'agenda politique de France la

manifestation du 25 novembre. On a aussi organisé les « 6 heures contre les violences ». À la même époque, on a entendu parler de la « loi intégrale contre la violence de genre » espagnole. On a donc décidé de faire une chose assez inédite dans le Mouvement : écrire une proposition de loi. Cela a débouché sur la loi contre les violences, qui est passée le 25 février 2010 à l'Assemblée en première lecture. Même si ce n'est pas la « loi cadre » que nous

demandions, il y a dedans une somme de mesures significatives. C'est une grande avancée, mais il faut attendre la suite du travail parlementaire pour qu'elle soit confirmée. Il n'y a pas à dire : le militantisme d'aujourd'hui n'est pas celui des années 70 ! C'est moins exaltant, moins drôle, pas pareil quoi ! Mais ce que nous faisons me semble malheureusement toujours indispensable...

### Traces

- Site du CNDF : <http://www.collectifdroitsdesfemmes.org/>

### Emmanuelle Latour : Observatoire de la parité (1995-)

J'ai découvert le féminisme et l'histoire des femmes en 1994, à l'université Toulouse Le-Mirail, dans le cadre d'un cursus en sociologie où l'équipe de recherche féministe « Simone » donnait des cours en « rapports sociaux de sexe ». Cette pensée critique, pluridisciplinaire, érudite qu'est le féminisme – tel qu'il est enseigné à Toulouse – m'a conduite, comme beaucoup d'autres, à remettre en question mon environnement et à tenter de contribuer à un changement des relations inégalitaires des femmes et des hommes. Autant dans ma propre famille que dans mes relations amicales. De ce point de vue, chaque personne qui se dit féministe contribue au quotidien à émettre une dissonance dans l'ordre sexué patriarcal. Chaque personne qui regarde et commente le monde avec un regard féministe contribue, autant dans sa vie personnelle, associative, familiale que professionnelle, à remettre en question la différenciation et la hiérarchisation des sexes.

Lors du 3<sup>e</sup> colloque international des études féministes franco-phones organisé à Toulouse, en 2002, nous avons réservé du temps dans le programme de la semaine pour permettre aux étudiant-e-s de se rencontrer et d'échanger sur leurs besoins, leurs difficultés, leurs ambitions. C'est de là qu'est née l'association EFIGIES (association des jeunes chercheur-e-s en études féministes, genre et sexualités) dont les statuts ont été déposés dans la foulée en 2003. J'ai croisé la même année certaines des membres dans les mouvements altermondialisation, à Annemasse, et dans les Forum Sociaux Européens, à Paris ou au Pays basque. Des amitiés et de nombreuses collaborations ont découlé (et découleront !) de cette riche expérience de solidarité et d'émulation intellectuelle. Elles m'ont par exemple permis de contribuer à dénoncer les abus de pouvoir et le harcèlement sexuel à l'université.

J'ai été recrutée à l'Observatoire de la parité en mars 2004, après avoir passé un entretien en juin 2003 avec la rapporteure générale, Marie-Jo Zimmermann, députée UMP, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale. Travailler dans un service chargé de faire de l'évaluation des politiques publiques d'égalité représentait une opportunité supplémentaire de contribuer au changement social. Je l'ai saisie avec beaucoup d'ambitions collectives et personnelles, que j'essaie de garder intactes, aujourd'hui encore.

L'Observatoire est un service du Premier ministre où sont nommés pour 3 ans des parlementaires, de la majorité et de l'opposition, et des personnalités qualifiées choisies pour leur expertise sur la question des inégalités entre les femmes et les hommes : des chercheur-e-s, des représentants syndicaux et des présidentes d'association. Nous sommes chargés d'évaluer la persistance des inégalités entre les sexes, d'identifier les obstacles et les perspectives de changement social dans les domaines politique,

économique et social, pour émettre des avis et des recommandations innovantes sur les projets de textes législatifs et réglementaires. En ce qui me concerne, le fait d'avoir été formée par la génération de la 2<sup>e</sup> vague féministe, qui a intégré (avec plus ou moins de bonheur) les institutions académiques, m'a permis d'organiser à l'Observatoire des espaces de rencontres et de concertations entre politiques, chercheuses et militantes associatives.

Le secrétariat général dispense de l'information auprès des étudiants, chercheurs, journalistes, associations, acteurs des collectivités territoriales, élu-e-s et personnalités étrangères sur les politiques publiques en matière de droits des femmes et d'égalité entre les femmes et les hommes. Il coordonne les groupes de travail des membres qui se réunissent au moins une fois par mois sur des thèmes tels que la parité politique, l'égalité professionnelle, l'articulation entre vie personnelle et vie professionnelles, les violences intrafamiliales et les engagements internationaux de la France, etc. Il est également à l'œuvre au niveau interministériel et dans des réseaux de recherche en collaborant avec le ministère de l'intérieur, le ministère des affaires étrangères, le ministère de l'éducation nationale, le ministère de la recherche, les délégations aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, du Sénat et du CESE, la CNCDH, la HALDE et l'OIF. Il organise des colloques et journées d'étude scientifiques en partenariat avec des laboratoires et de recherche, des associations et des collectivités territoriales.

Parmi les réussites et les bonheurs de l'Observatoire, je peux citer les avancées législatives en matière de parité politique grâce à la pression des actrices de « l'espace de la cause des femmes » (Laure Bereni) et en dernier lieu aux parlementaires engagé-e-s, aujourd'hui rejoints par la nouvelle rapporteure Chantal Brunel. La collaboration avec (et la mise en valeur de) tant d'acteurs et d'actrices différents est un des privilèges du travail de l'Observatoire. Du point de vue de l'évolution des mentalités, il me semble également que ce service a contribué à diffuser l'idée qu'une société égalitaire devait se donner les moyens d'organiser un véritable partage des responsabilités tant politiques que professionnelles et familiales, entre les femmes et les hommes. Ça n'est pas rien !

Au titre des difficultés, il y a évidemment les tensions partisans, et aussi les conflits sur la mise en concurrence des critères de discrimination : classes sociales *versus* sexe, diversité *versus* égalité, homophobie *versus* sexisme. Sur le plan personnel, il est clair que le choix de la « fémocratie » (le fait d'être féministe à l'intérieur des institutions) implique une résistance et une distance importante aux rapports de force et aux luttes de pouvoir. J'aurai aussi appris que les alliés objectifs ne sont pas toujours ceux dont la sensibilité politique nous paraissait la plus proche...

### Traces

- L'ensemble des données produites par l'Observatoire sont disponibles sur le site web : [www.observatoire-parite.gouv.fr](http://www.observatoire-parite.gouv.fr)

- Les photos et demain les vidéos qui concernent l'activité des membres seront également bientôt mises en ligne.
- Les documents et notes écrites non publiés seront un jour versés aux Archives nationales, avec toutes les précautions d'usage.

## Josy Thibaut : premières années du Mouvement de Libération des Femmes, MLF (1970-1973)

Je viens d'un milieu qui n'était ni politisé, ni engagé. Pendant la guerre, mes parents écoutaient Radio-Londres comme tout le monde, ils haïssaient les Allemands et n'aimaient pas (trop) Pétain, mais ils étaient surtout préoccupés de nous (leurs enfants) trouver à manger par tous les moyens – ce que j'aurais mauvaise grâce à leur reprocher. Disons qu'ils faisaient partie d'une certaine droite molle : rien de très exaltant ! Par la suite, ce que j'ai vu de la politique, avec les notions de « carrière », les connotations de pouvoir et de gains (même licites), les désillusions des ex-croyants après le dégonflage de leur idéologie (communiste par exemple), la lâcheté de ceux qui ne veulent pas y renoncer de peur de se sentir nus, l'attitude de la plupart des politiciens, déconnectée de leur discours, le manque d'honnêteté de presque tout ce qui touche à la politique, tout cela ne m'a guère attirée. Mais je n'avais jamais su analyser les ressorts de ma méfiance. Il faut dire qu'entre 1949, date de naissance de mon premier enfant, et 1967, date où j'ai repris mes études, je n'ai guère eu le temps de lire des choses sérieuses.

En revanche, quand je suis arrivée au Mouvement, j'ai tout de suite été frappée (entre autres) par cette phrase-slogan : « Le personnel est politique ». À cet instant, j'ai compris que j'étais, depuis mon enfance, dans une grande rébellion vis-à-vis de la politique politicienne. J'ai découvert avec les féministes un humour et une créativité que je ne savais pas posséder et cela m'a fait comprendre qu'il y avait d'autres manières de lutter contre l'ordre établi – qu'on a confondu trop souvent avec l'ordre des choses.

J'ai participé à la plupart des grandes manifestations : pour l'avortement en novembre 1971, dénonciation des crimes contre les femmes à la Mutualité en juin 1972, la Foire des femmes à la Cartoucherie en 1973, la Grève des femmes en 74... Mais nous faisons aussi beaucoup de petites manifestations, en réaction à tous les événements qui nous concernaient directement – ou de loin ! Par exemple, à la belle saison de l'une ou l'autre de ces années, on évoque en AG l'interdiction de profiter du gazon dans la plupart des jardins publics, et en particulier au Luxembourg. Aussitôt, une occupation sauvage est proposée, quelques idées fusent, beaucoup de femmes se disent prêtes, et on prend rendez-vous. Au jour dit, à l'heure dite, nous nous retrouvons au « Luco » et nous nous comptons : pas plus de douze ! Après avoir maudit les absentes et leur inconséquence, nous engageons la conversation avec quelques femmes, principalement des mères. Ce n'était pas exactement notre clientèle, mais elles aussi étaient motivées, elles se joignent donc à nous, avec toute la marmaille... Cette petite foule s'est égaillée – c'est bien le mot – sur les plus beaux et plus grands gazons du jardin ! Ensuite, on n'a même pas eu besoin de discuter avec qui que ce soit, tout le monde venait. Lorsqu'un gardien nous a fait remarquer que nous étions en opposition avec le règlement, on lui a ri au nez et on a ajouté que, pour ce qui concernait les règles, les femmes étaient tout de même mieux placées que lui pour en décider. Il était un peu dépassé, pas agressif pour un sou. On en a profité pour apprendre

aux femmes quelques-unes de nos chansons, on a joué avec les gosses. Une réussite ! À la suite de ça, pas très longtemps après, les pelouses des jardins publics de Paris ont été libérées !! Je ne sais pas si on en a parlé dans le *Torchon* ? Peut-être !

Nous avons aussi des modes d'action très inventifs. Fin 1972, par exemple, un groupe de nouvelles et jeunes recrues a décidé, pour rompre avec la routine des manifs, de faire une représentation théâtrale de notre oppression. On a tout de suite été séduites. Moi, en tous cas, je n'y avais pas pensé, mais je me suis immédiatement concentrée sur des idées de sketches. Christine Delphy et moi avons opté pour la comtesse de Ségur : elle jouait Sophie, moi les comparses obéissantes et nunuches. Nous avons bien ri, et d'ailleurs beaucoup plus durant les répétitions que sur scène : c'était une incitation à l'esprit critique et à la désobéissance. D'autres traitaient de l'utilisation des femmes dans la pub, d'autres se concentraient sur l'homosexualité. Je me souviens d'un sketch de Christine avec Annie Cohen, particulièrement désopilant, dont le titre était « Ma fille est hétéro ! » – ce qui donne une idée du contenu... On a monté tout ça en juin 73 à la Cartoucherie, pour la Foire des femmes. On l'avait appelée ainsi et non la Foire aux femmes, comme d'aucuns avaient feint de le comprendre. À cette époque, et pendant quelques années, tout ce qu'on entreprenait était une réussite et nous pensions que nous faisons bouger le monde.

Évidemment, toutes ces actions n'étaient pas forcément très démocratiques. Je me souviens de la préparation des journées à la Mutualité de 1972. Nous étions chez une copine, Simone de Beauvoir était assise dans un fauteuil et nous donnait son avis sur la façon de procéder. On s'était décidées pour la salle, il restait à la louer : qui voulait s'en charger ? À ce moment, dans un geste impérial, elle dirige vers moi son bras, avec sa main et son doigt tendu : « Vous ». J'étais estomaquée. Au Mouvement, chaque action se faisait dans un joyeux volontariat, pourtant je n'ai rien osé objecter. J'ai juste répondu : « J'y vais, mais avec Jocelyne [Camblin] » Nous voilà donc en route vers la Mutu. On rencontre le préposé. Les prix, ça allait, mais il nous explique les diverses options : salle classique avec scène et rangées de fauteuils, ou suppression de la moitié des fauteuils, ou du quart, ou suppression totale : juste quelques chaises autour de la salle. Une fois dans la rue, nous nous regardons : pas de grabataires parmi nous, donc pas de sièges ! Oui mais si, devant toutes les combinaisons possibles, il y a des avis différents ? Et si Beauvoir préconise autre chose ? À la réunion, on n'a donc surtout parlé des conditions financières, en précisant qu'il fallait envoyer le chèque tout de suite ! Quant à la disposition, on a évoqué deux possibilités : la version classique avec scène et fauteuils et la salle avec quelques chaises. Le choix fut vite fait. Tout le monde a finalement été très satisfait, mais j'ai eu un peu mauvaise conscience. Le pragmatisme l'avait emporté. Le personnel était bien politique et même, plus tard, il m'est apparu que SEUL le politique est personnel.

## Traces

- *Le Torchon brûle* (6 n°, 1971-1973)
- Anne Tristan & Annie de Pisan, *Histoires du MLF*, Calmann-Levy, 1977

## Marie de Cenival : La Barbe (2008- )

La Barbe est un groupe activiste qui existe depuis mars 2008. Nous envahissons les milieux influents, velues de barbes, pour rendre visible à la fois l'absence des femmes dans ces lieux de pouvoir et la domination masculine qui en résulte sur l'ensemble de la société. Nous nous attaquons aussi bien aux milieux politiques que financiers, artistiques, sportifs, médiatiques...

En nous plaçant avec nos barbes aux côtés des hommes de pouvoir, nous signifions d'un coup d'œil comment le genre détermine la place des individus dans la société, signifier la gravité de l'éviction d'un sexe, et la futilité des genres en même temps : *Tout cela ne tient qu'à un poil !* Nous dénonçons l'usurpation du pouvoir par un club de vieux garçons blancs et mûrs qui s'appelle le Patriarcat, et réclamons notre part de leur vilain pouvoir. D'abord parce que les femmes y ont droit, qu'elles le veulent ou non, ensuite parce que tant qu'on méprise le pouvoir, le pouvoir en place s'en arrange. Ceci étant dit, nous ne prétendons pas porter une « vision » d'un monde meilleur au nom de toutes les femmes. L'idée qui consiste à détrôner les hommes et ridiculiser leurs insignes est déjà suffisamment révolutionnaire. Pour une fois, le projecteur est braqué sur les hommes et leurs clubs non mixtes, c'est eux que l'on donne en pâture à l'opinion publique, et non les corps des femmes battues. Cela suffit à notre bonheur.

La conception de La Barbe s'est inspirée largement des écrits de Delphy et de Wittig, et de mouvements comme le MLF, les *Lesbian Avengers*, les *Billionaires for Bush* et Act Up, au sein duquel j'ai longtemps milité. Nous tenons à nous inscrire dans ce double héritage, féministe et activiste. Plus précisément, nous sommes nées du ras-le-bol provoqué par le sexisme qui a poussé Sarkozy au pouvoir en 2007 et coulé son adversaire sous les quolibets. Nous nous situons au milieu du champ de tir qui oppose parfois les féministes « historiques » du Collectif National pour les Droits des Femmes aux groupes issus du mouvement *queer* et nous nous réjouissons donc de l'émergence de nouveaux groupes féministes dans le même champ. La Barbe à elle seule serait d'ailleurs bien en peine de développer un discours total sur la domination, les effets du sexisme ou sur la futilité des genres.

Nous sommes à peu près 400, dont 40 véritablement actives, avec des nouvelles recrues à chaque réunion qui permettent aux « anciennes » de souffler un peu... Notre principal outil de travail est une *mailing list*, où se préparent les actions. En cas d'overdose, une liste d'info hebdomadaire permet d'éviter les 10 à 20 mails par jour tout en restant actives. Une réunion a lieu tous les 15 jours, et nous menons une à deux actions par mois. Les

grands débats ont lieu hors de la liste de travail, lors de dîners-débats ou pendant les réunions. Nous débattons assez peu, en définitive. La cause est entendue.

Pour étendre le mouvement, La Barbe lance chaque 14 juillet une opération nationale de « barbage » des statues de Marianne sur l'ensemble du territoire. Nous rêvons de créer des barbichettes dans d'autres villes de France et il y a pas mal de demandes dans ce sens. Nous sommes fières de la création d'un groupe de féministes inspirées de notre modèle au Mexique : Los Bigotonas (les grosses moustaches)... Un autre frémit à Rome, un autre peut-être émergera un jour à Bruxelles ?

La Barbe est un groupe euphorisant : un peu de peur avant les actions, beaucoup de bonheur après. Vengeance, fierté, audace, allégresse, rire, fou rires, et ce sentiment de changer le cours de l'histoire, un peu... Il n'y a rien d'aussi grisant, c'est une drogue dure. Par ailleurs, comme on dit, « à La Barbe, on se poile ». Difficile de ne pas rire, en effet, quand on relate les dernières actions barbues ou qu'on prépare les suivantes.

Bien sûr, on commence à avoir quelques petites frictions internes, les unes trouvant qu'on est trop centralisées, les autres qu'on est pas assez structurées... mais dans l'ensemble les tâches sont assez bien réparties : chaque action a sa cheffe d'orchestre auto désignée, qui veille à ce que tout soit au point pour le jour J. C'est généralement la personne qui a amené l'idée d'une cible qui s'y colle. Normalement, La Barbe change de « Maréchale » chaque trimestre. Une maréchale a mission d'animer la liste de travail et de galvaniser les énergies... c'est une lourde tâche. C'est dans le domaine de notre « production artistique » que les susceptibilités sont les plus vives. La production des films, du site web, des affiches et des badges, de l'exposition que nous avons mise en place ont fait l'objet de débats sur la « propriété intellectuelle » et le contrôle de l'image de La Barbe vis-à-vis de l'extérieur.

Le succès médiatique de La Barbe en deux ans d'existence est indéniable : nous avons fait la preuve qu'on peut agresser les médias et leur donner envie d'en redemander... Nous avons attaqué *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, RMC, RTL, France Inter, LCI, TF1, France 3... et fait le tour de toutes les chaînes télévisées avec nos barbes, invitées ou pas... À peu près tous les journaux importants ont parlé de La Barbe au moins une fois, et les grandes radios de même. Chacune de nos actions est filmée et nos films circulent bon train sur Internet – ringardisant un peu plus les milieux qu'on cible.

### Traces

- Site de La Barbe : <http://www.labarbelabarbe.org>
- Archives déposées aux Archives Nationales, et aux Archives du Féminisme.
- Exposition tournante : [http://www.labarbelabarbe.org/La\\_Barbe/Actualite\\_files/exposition-laBarbe.pdf](http://www.labarbelabarbe.org/La_Barbe/Actualite_files/exposition-laBarbe.pdf)
- Un des derniers films de la Barbe : La Barbe à Versailles <http://www.youtube.com/watch?v=50Rr-TO53bl>
- La Barbe sur facebook : <http://www.facebook.com/group.php?gid=8036279060&ref=ts>
- La Barbe sur myspace : [http://www.myspace.com/collectif\\_labarbe](http://www.myspace.com/collectif_labarbe)
- Contact E-mail : [labarbelabarbe@gmail.com](mailto:labarbelabarbe@gmail.com)

## Table ronde 4 : Féminisme et manifestations culturelles

### Jackie Buet : Festival international de films de femmes de Créteil (1978- )

Il fallait que je m'envole, que j'aie vu ailleurs. Que je m'enfuis du contexte d'un village resserré autour de son église, de la poste, des écoles et des quelques boutiques. Que je quitte l'épicerie de mes parents, le salon de coiffure de Michèle, ma meilleure amie, l'usine (une laiterie) et ces métiers qui me menaçaient. Il fallait que je m'émancipe. Il fallait surtout que j'étudie. Il me fallait partir pour exister. Pour connaître le monde, les autres. Je suis partie en pensionnat à 14 ans pour entrer en 5<sup>e</sup> « à l'essai ». Cette année-là par accident, ma maîtresse étant malade, j'ai rencontré une jeune normalienne qui m'a dit : « mais qu'est-ce que tu fais-là ? Pourquoi tu ne poursuis pas tes études ? » Quelques années plus tard, j'étais raccrochée aux branches et, après une formation à l'École Normale de Caen (bourse oblige), je suis devenue institutrice de campagne en classe unique. Pas facile ! Survient Mai 68. Caen était à l'avant-garde du combat ouvrier et paysan. J'avais 21 ans. Je suis entrée en politique passionnément, par le marxisme, l'existentialisme, le situationnisme... et bientôt le féminisme. J'ai décidé de « faire la révolution » et suis partie pour Cuba, où l'expérience du socialisme me semblait positive. C'était en juillet 70. De nouveau l'agriculture : le café et la canne à sucre. Les Cubains, la musique et les discussions sur les utopies politiques. Un vécu collectif, un idéal social fort. Mais une haine du régime contre les homosexuels et un machisme sans complexe ! J'étais dans les brigades internationales, une des rares filles, au milieu de guérilleros venus de toutes l'Amérique latine... Je connaissais déjà une passion pour le cinéma et fréquentais l'ICAIC (la cinémathèque de La Havane).

Un an plus tard je suis revenue en France, avec en tête la parole d'un Chilien qui m'avait dit : « c'est là d'où tu viens qu'il faut changer les choses ». Je me suis inscrite à l'université de Vincennes en 1971 et j'ai assisté, médusée, aux premières AG du MLF. Révélation ! Une vraie libération par/de la parole. Mais j'ai dû retourner en Normandie pour y finir mon contrat décennal avec l'Éducation Nationale. De 1972 à 1976, je me suis investie dans le MLF et le MLAC de Caen, de manière concrète : pratiques d'avortements thérapeutiques encadrés par un médecin, accompagnement de certaines femmes en Angleterre. C'est à ce moment-là que j'ai retrouvé le cinéma militant, que j'ai appris à projeter les films comme *Histoires D'A*, *Regarde elle a les yeux grands ouverts*, sur un projecteur 16 mm, en pleine période de répression policière. J'ai compris qu'il fallait s'attaquer au discours des images, qui nous représente si mal et nous aliène. Ma rencontre avec Élisabeth Tréhard, avec qui j'allais construire le festival, date de cette époque.

En 1977, j'ai quitté l'Éducation Nationale, et je suis revenue à Paris. J'avais 30 ans ! J'ai rejoint Élisabeth à Sceaux et nous avons entamé une collaboration qui allait durer 12 ans, de 1978 à 1990. Le festival est né en 1979 à Sceaux, de notre travail commun. D'un héritage plus large, aussi, notamment des pre-

mières initiatives prises par des féministes en France (*Musidora*), en Italie (*Imagina Donna* à Florence) et bien au-delà de l'Europe ; et de l'extraordinaire rencontre avec les réalisatrices allemandes puis françaises.

L'équipe du Festival International de Films de Femmes dure maintenant depuis 32 ans. Depuis 1985, le Festival est abrité par la Maison des Arts de Créteil. Il réunit chaque année plus de 130 réalisatrices et 20 000 spectatrices et spectateurs. Il donne à voir des films qui explorent l'évolution des regards et des modes de représentations des femmes, qui interrogent le genre en des portraits de femmes complexes, riches, multiples, susceptibles de correspondre à nos besoins d'identification selon un éventail de possibilités libératrices. Lieu privilégié d'exposition du cinéma des réalisatrices du monde entier, il est devenu avec le temps la seule manifestation professionnelle internationale d'envergure sur un « cinéma d'auteur » longtemps discriminé et encore mal diffusé (pas un film de réalisatrice en compétition à Cannes cette année 2010 !).

Depuis 1995, le Festival propose dans les quartiers des ateliers vidéo en direction des femmes. En 2000, nous avons également commencé à organiser des ateliers et des rencontres avec des femmes détenues, d'abord à Fleury Mérogis puis à Fresnes. En direction du jeune public, nous avons mis en place des opérations comme « Graine de Cinéphage », « Lycée et Collège au cinéma », qui proposent aux lycéens et aux collégiens une série d'ateliers sur les métiers du cinéma, soit avant le festival, dans les classes, soit pendant, dans les locaux du festival. Nous organisons encore, depuis une dizaine d'années, des leçons de cinéma.

Depuis huit ans, le festival développe le Centre de Ressources Iris, qui classe et informatise les archives de notre manifestation. On peut consulter toute l'année plus de 10 000 films et de nombreux documents sur l'histoire du cinéma et des femmes ; et nous avons entrepris, en 2010, un partenariat avec l'INA pour numériser nos archives et les mettre à la disposition des chercheuses et des chercheurs.

Lieu de rencontres professionnelles, de réflexion, d'élaboration et de production de projets, le Festival est un laboratoire d'idées qui propose des forums sur des thèmes transversaux : la violence, la prostitution, l'éducation, l'histoire des femmes, le féminisme, le sexisme, le racisme, l'exil, les identités sexuelles, l'art... permettant à toutes les disciplines de se rencontrer. Ce que je souhaite avant tout, c'est de faire partager une passion : celle de la découverte d'un cinéma en train de naître, d'exister, de se faire, y compris dans les moments difficiles, comme c'est le cas de nos jours, où la profession connaît à la fois de véritables tourments (problème de financement du cinéma dit d'auteur) et de grandes métamorphoses (passage au numérique et à la HD). Ce que je souhaite, c'est laisser des traces, un outil, une mémoire.

### Traces

- Site du CNDF : <http://www.collectifdroitsdesfemmes.org/>
- Site de l'A FIFF : <http://www.filmsdefemmes.com>
- Jackie Buet, Ginette Vincendeau & Bérénice Reynaud, *20 ans de théories féministes sur le cinéma*, Paris, éditions Cinémaction, 1993.
- *Films de femmes : six générations de réalisatrices*, sous la dir. de Jackie Buet, Paris, Éd. Alternatives, 1999
- *Focus on Asia, dialogues with 11 women filmmakers*, DVD sur les réalisatrices asiatiques, 2005
- *Les Leçons de cinéma de 1998 à 2007*, Coffret double DVD sur 19 leçons de cinéma (avec notamment Carole Roussopoulos), 2009
- Un 2<sup>e</sup> ouvrage, axé sur les propos des réalisatrices interviewées lors des leçons de cinéma, est en préparation pour fin 2011.

## Nicole Fernandez Ferrer : Centre audiovisuel Simone de Beauvoir (1982- )

Après des études en lettres, arts et langues et un diplôme en documentation audiovisuelle, j'ai mené des recherches et fait de la formation en archives audiovisuelles, en réalisant aussi des travaux de traduction. J'ai exercé mes compétences dans de nombreux lieux et institutions : Institut du monde arabe, France 2, Vues sur les docs, INTD, Festival International de Films de Femmes de Créteil, Docs Kingdom, Festival de films gays et lesbiens de Paris, Racines noires... J'ai aussi collaboré à des projets initiés par des femmes dans plusieurs pays européens (Espagne, Grèce, Italie), en Asie (Japon, Corée, Taiwan) et en Afrique.

J'ai travaillé au Centre audiovisuel Simone de Beauvoir dès son ouverture. Le Centre avait été fondé en 1982 par Delphine Seyrig, Carole Roussopoulos et Ioana Wieder. Simone de Beauvoir lui avait donné son nom avec enthousiasme. En mai 2005, Laetitia Puertas m'a rejointe. Titulaire d'une maîtrise en Sciences Politiques, elle avait auparavant travaillé à la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine), au Cinéma du réel et à l'espace Image et sons de la BPI (Bibliothèque Publique d'Information du Centre Beaubourg). Elle a produit et un réalisé un documentaire sur les femmes dans la lutte armée antifranquiste. Au Centre, elle a la responsabilité de la distribution et aussi de la captation des événements et des manifestations extérieures. Sophie Laurent a en charge l'administration du Centre.

Inédits et sans équivalent sur le fond et la forme au sein des archives, les films et les vidéos du Centre constituent un pan essentiel du patrimoine audiovisuel des années 1960-2000 et s'enrichissent des productions du 21<sup>e</sup> siècle. Le fonds, par la période couverte (début de la vidéo des années 1960-70 à nos jours), s'adresse aux chercheurs, aux scolaires, aux réalisateurs et producteurs audiovisuels, aux universitaires, aux journalistes et à toute personne intéressée par l'histoire et les droits des femmes, l'art et la culture, le genre et les stéréotypes sexuels, l'histoire de la vidéo militante, le travail des femmes, l'éducation... La richesse de ce Centre de ressources nous permet de contribuer à de nombreux projets : travail sur les documents audiovisuels des années 1960, 70 et 80, recherche d'images et de sons d'archives sur l'histoire des femmes, intégration d'une partie d'un document dans un nouveau montage, apport d'images pour une recherche universitaire, programmations thématiques, émissions de télévision, émissions de radio, festivals de cinéma, manifestations audiovisuelles... Nous répondons à ces demandes tout en

proposant des programmations du fonds avec un débat et une recontextualisation des archives, et cela à un niveau international (Brésil, Corée, États-Unis, Espagne, Portugal...). Nous avons le projet d'élargir notre base de données en ligne, avec possibilité d'y adjoindre des extraits numérisés pour offrir un accès plus aisé et performant à l'ensemble du fonds. Depuis juin 2007, un partenariat a été engagé avec le Cinéma Le Latina à Paris pour une programmation mensuelle sous forme d'une projection suivie d'une rencontre. Cela permet de diffuser nos films auprès d'un large public et de faire vivre les archives. Nous organisons aussi des projections en maison d'arrêt et y animons de ateliers.

Par ailleurs, grâce à notre expérience d'ateliers scolaires, nous avons conçu et développé un site internet original, Genrimages, qui offre aux enseignants, aux éducateurs et éventuellement aux élèves un ensemble d'outils visant à développer et exercer le regard critique des enfants et adolescents sur la représentation du genre et les stéréotypes sexués dans l'audiovisuel. L'importance de l'audiovisuel dans la culture des enfants et adolescents et notamment dans la construction de l'identité et du genre nous a en effet incitées à créer des outils d'apprentissage critique et de lecture spécifique en direction des enseignants/éducateurs. Le site permettra de s'informer et de se former aux questions de genre et des stéréotypes dans l'image, mais aussi d'échanger autour d'expériences, de projet et de réalisations et de et de disposer d'outils pratiques et performants. Le site a aussi pour ambition de favoriser une meilleure compréhension et un respect mutuel entre filles et garçons.

Enfin, le Centre est engagé dans une démarche de création d'archives audiovisuelles qui répond à la nécessité de collecter et d'archiver des sources nouvelles pour la recherche et de créer des vecteurs de la transmission de mémoire. Toute l'année, le Centre filme des événements féministes, des manifestations. Depuis l'automne 2007, notamment, nous filmons le cycle de conférences mensuelles « Quarante ans de recherches sur les femmes, le sexe et le genre » de l'Institut Émilie du Châtelet, qui donne à des personnalités connues du monde de la recherche féministe en France et à l'étranger l'occasion d'expliquer leur parcours. De nouvelles archives sont ainsi créées, les rushes sont mis à la disposition des chercheurs, voire du grand public, comme les conférences de l'IEC, qui seront bientôt toutes en ligne sur son site, en libre accès. Actuellement, le Centre développe aussi un projet de campagne d'archives orales sur l'histoire et les luttes politiques des femmes.

### Traces

- Site du Centre : <http://www.centre-simone-de-beauvoir.com/>

## Michèle Larrouy, plasticienne et militante, ARCL

J'ai eu 20 ans en 1972. J'ai quitté ma famille et ma cité du 93, et je me suis engagée dans des luttes avec l'extrême gauche. Dès 1974, j'ai participé aux activités du Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception, d'abord dans le groupe du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puis à Aubervilliers, dans le Foyer de Jeunes Travailleurs où j'habitais, et où j'ai créé un groupe MLAC avec quelques copines. Ce groupe s'est transformé en « groupe femmes » non mixte, puis en groupe « femmes battues ». Il se réunissait à Saint Denis mais il était composé de femmes qui vivaient dans les communes alentour et dans les cités. Nous

interventions dans les appartements contre les maris violents, nous changions les verrous, nous aidions les femmes à porter plainte, nous dénoncions des viols. Et de 1976 à 1980, nous avons publié un petit bulletin : *Quand les femmes s'en mêlent*.

En 1978, plusieurs centaines de féministes et lesbiennes ont quitté les organisations d'extrême gauche, lasse de vivre contradictions et conflits. J'en ai fait partie. J'enseignais les arts plastiques, ce que je fais toujours, depuis 37 ans. Je me mettais au service de petits journaux en dessinant des cartoons. J'ai alors décidé de faire le lien entre ma pratique artistique et les luttes féministes et

lesbiennes. Jusqu'à la fin des années 70, j'ai créé de nombreuses affiches qui sont ma contribution et marque mon appartenance à des groupes d'actions, par exemple « Femmes prenons la parole », et « femmes prenons la nuit » (1978). J'ai exposé mes premières toiles dans la librairie Carabosses. J'ai poursuivi la création d'affiches avec des groupes lesbiens, notamment en 1979, pour le groupe des radicales dites de Jussieu, l'affiche « Lesbiennes, lesbiennes, lesbiennes » toujours célèbre et reprise en carte postale.

En 1983, les Archives Lesbiennes (appelées Archives, Recherches, Cultures Lesbiennes) ont été créées. J'ai réalisé quelques années plus tard une affiche pour les faire connaître. J'ai aussi co-réalisé un agenda lesbien, le premier en France, sur les presses de Voix Off, une imprimerie féministe. J'ai fait la couverture de l'Annuaire des lieux lesbiens, féministes et homos mixtes (1989-1995, 3 éditions successives par le collectif des ARCL).

Il est important pour moi d'avoir une pratique politique féministe et lesbienne collective, pour créer, échanger, nommer, diffuser nos histoires et les transmettre. Pour cela, j'anime un groupe de parole contre les violences masculines à la Maison des femmes de Paris et je collabore aux activités des Archives lesbiennes. J'ai aussi participé à de nombreuses manifestations politiques comme culturelles. Avec six amies, j'ai ouvert un ciné-club féministe et lesbien qui a débouché sur la création, en 1989, du festival « Quand les lesbiennes se font du cinéma ». Ce festival aura 22 ans cette année, et il accueille encore, une exposition de plasticiennes et de photographes comme à ses débuts. J'ai aussi participé à la création d'un réseau de plasticiennes regroupant plus de 15 artistes de divers pays européens et sud-américains, qui ont exposé dans différents lieux et surtout durant le festival de films entre 1993 et 1998. Nous avons fait des installations lors d'une exposition collective à Caen, avec des artistes bosniaques, ainsi qu'à Paris, dans une usine squattée, « les Noues », en lutte pour garder ce lieu non mixte. Nous avons travaillé avec le réseau des Femmes en noir contre les viols massifs en Bosnie durant la

guerre, et avec les mouvements de sans papier-es, pour lesquels nous avons réalisé plusieurs tee-shirts. Nous avons également organisé de nombreuses interventions visuelles lors de manifestations politiques et/ou féministes et lesbiennes, notamment durant les spectacles de Dominique Poggi, musicienne, ou d'Hélène Marquié, chorégraphe. Nous avons co-organisé plusieurs expositions : avec le collectif des ARCL sur l'histoire des mouvements féministes et lesbiens dans les mairies de Paris, à l'occasion du 8 mars (2005-2007) et dans différentes villes ; avec le réseau « Parcours- filles », à la Maison des Métallos à Paris ; avec des comédiennes, à l'atelier du Chaudron, pour montrer de grandes sculptures en tissu. Enfin, nous avons animé de nombreux ateliers d'arts plastiques avec des filles et des femmes sur le rapport à leur propre corps et ses représentations.

Mon travail personnel de créatrice s'est enrichi de toutes ces rencontres. J'ai commencé à faire des œuvres abstraites, et, peu à peu, je me suis intéressée à la représentation du corps. Travailler sur le corps en tant que plasticienne et lesbienne, c'est essayer d'affirmer un discours plastique et politique transgressif, et même violent, que ce soit par la photographie, la performance, la vidéo, et plus classiquement, la sculpture, la peinture, ou le dessin. Représenter et donner à voir des corps lesbiens, au-delà du voyeurisme et de la représentation d'une pratique somme toute banale, c'est affirmer une résistance, une force, une puissance, celle de la jouissance. J'ai aussi écrit, avec Martine Laroche et le collectif des ARCL, le livre *Mouvements de presse*, sur la presse féministe et lesbienne francophone de 1970 à nos jours, aux éditions ARCL (2009).

Une grande rétrospective de mon travail a eu lieu à l'espace Belleville à Paris, en 2009, durant 2 mois. Mais il ne faut pas cacher qu'une plasticienne/enseignante qui se singularise ainsi se rend vulnérable. C'est pourquoi ma peinture est semi-clandestine, et mes œuvres sont peu visibles. Ce sont les féministes, les lesbiennes, les femmes qui assistent à des manifestations féministes, qui peuvent m'aider à les rendre visibles.

## Traces

- Pour se procurer le livre, écrire aux archives.lesbiennes@wanadoo.fr
- *Lesbianisme et féminisme*, sous la direction de N. Chetcuti et C. Michard, Paris, L'Harmattan, 2003.
- *Autour de l'œuvre de Artémisia Gentileschi*, Revue du 4<sup>e</sup> colloque du printemps lesbien de Toulouse, 2004.
- *Disent-ils*, Montréal/Toulouse, AHLA/Bagdam éditions, 2006.
- *Le MLF à 40 ans, ProChoix*, n°50-51, avril 2010.

## Nathalie Ernout : exposition elles@centrepompidou (2009- )

Ma pratique du féminisme a surtout été une pratique universitaire. J'ai certes battu le pavé pendant de longues années pour la défense de l'avortement, de la contraception, du droit des femmes à disposer d'elles-mêmes, mais je n'ai jamais appartenu à aucun groupe du MLF, qu'il soit déposé ou non.

En revanche, encore jeune étudiante, en maîtrise d'histoire avec Pauline Schmitt-Pantel, je me suis intéressée aux études féministes. J'avais la chance de faire mes études à Paris 7, université pionnière sur la question. Ayant parallèlement fait des études de sociologie, j'ai rencontré Claude Zaidmann avec laquelle j'ai collaboré en 1984 lors de l'ATP « Recherches sur les femmes, recherches féministes », et j'ai fondé, avec bien d'autres enseignantes et étudiantes de Paris 7, le CEDREF (Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes), puis plus tard le RING (Réseau INteruniversitaire et interdisciplinaire sur le Genre). Poursuivant mes études et ma réflexion féministe, j'ai engagé une thèse sur « Les femmes dans les cités platoniciennes : La République et les Lois » sous la

direction de Nicole Loraux. Tout au long de mes études, j'ai travaillé à mi-temps au Centre Pompidou pour gagner ma vie et me suis investie dans l'action syndicale pour y défendre mes convictions féministes.

Ma thèse soutenue, les difficultés de recrutement à l'université m'ont engagée à rester au Centre Pompidou et à tenter d'y faire une petite carrière. Je n'ai toutefois pas abandonné la recherche : j'ai intégré l'Equipe Phéacé (Paris1-Paris 7), dirigée par Pauline Schmitt-Pantel, dans laquelle j'ai animé avec Violaine Sébillotte l'atelier « genre ». Nous avons organisé ensemble le colloque « Les femmes, le féminin et le politique après Nicole Loraux », en 2007, et publié *Problème, de genre en Grèce ancienne*, aux Presses de la Sorbonne, toujours en 2007.

Devenue attachée de conservation au Centre Pompidou, j'ai été sollicitée en 2008 par Camille Morineau pour participer au projet d'exposition-accrochage entièrement consacré aux artistes femmes : elles@centrepompidou. D'abord septique sur la finalité du projet, j'ai finalement accepté, compte tenu de l'immense

retard, en France, des historiens de l'art concernant l'art des femmes et l'art féministe. Un accrochage des collections n'est pas une exposition comme les autres. Le choix des œuvres, forcément limité, engage entièrement l'institution en révélant ses points forts mais aussi ses manques, ses faiblesses. Mais c'est aussi l'occasion pour le musée de compléter sa collection par de nouvelles acquisitions et d'y introduire de nouvelles artistes. A ce titre, un accrochage est sans doute plus intéressant pour la visibilité des artistes femmes qu'une exposition : il dure plus longtemps et les œuvres acquises, inaliénables, pourront être présentées plus tard dans d'autres circonstances.

Si l'équipe, constituée de 5 jeunes commissaires, connaissait bien les œuvres des artistes femmes, elle était moins familiarisée avec

## Traces

- Site de l'exposition : <http://www.ina.fr/fresques/elles-centrepompidou/Html/PrincipaleAccueil.php>

## Nicole Savey (Les Voix rebelles, 2000- )

J'ai milité dans plusieurs groupes féministes avant de participer à ce groupe de chant. Le 15 janvier 2000, après la manifestation pour les 25 ans de la loi sur l'IVG, nous nous sommes retrouvées à trois dans un café, à Richelieu-Drouot. La première était chanteuse et professeure de chant, la seconde pianiste, accordéoniste et musicologue, et moi j'étais professeure d'histoire. Nous trouvons que, dans les manifs, nous chantions souvent mal, et nous avons décidé de « faire quelque chose » pour mieux chanter ! En février-mars, encouragées par Suzy Rotman, Michèle Larrouy et Hélène Marquié, nous avons organisé la Maison des Femmes de Paris une première répétition, à laquelle ont participé une dizaine de femmes, amies des unes ou des autres. Puis nous avons répété en prévision de notre première « prestation » publique, pour une manifestation de la Marche Mondiale des Femmes, dont je faisais partie, et nous avons chanté place de la République, le 17 juin 2000, avec les groupes de soutien aux femmes exilées immigrées et sans papiers. Le groupe s'étant élargi, nous avons décidé de faire nos répétitions alternativement à la Maison des Femmes Paris et dans celle de Montreuil. Depuis, nous chantons pour les réseaux et associations féministes, nous participons à des manifestations, parfois à des émissions de radio, nous avons même chanté dans une représentation théâtrale. Nous soutenons aussi des revendications féministes et nous animons des fêtes.

Notre démarche est liée à notre conviction que le féminisme peut changer la société. Pour répondre au fameux « Nous qui n'avons pas d'Histoire » de l'Hymne des femmes, nous tenons à saluer, par nos chansons, les féministes d'autrefois, aussi bien qu'à révéler les combats récents des « oubliées du monde entier », les sans-papiers, les féministes d'Algérie ou d'Afghanistan. Nous pensons aussi être un peu dans la tradition des chants révolutionnaires, voire libertaires, ce qui nous paraît d'ailleurs avoir été une référence plus ou moins implicite du MLF. Cela nous incite à vouloir, à notre mesure (sans jeu de mots !) tenter une sorte d'éducation populaire, puisque nous chantons souvent dans la rue et sur les places et les marchés. Notre première composition fut sur l'air de la Carmagnole et c'est sur l'air de l'Internationale que nous avons chanté pour la première fois en public. Enfin, nous revendiquons d'être un groupe qui participe à la vie publique, donc un groupe « politique », à sa manière, actif face aux défis auxquels sont confrontés les féministes, si ce n'est toutes les femmes – donc un groupe créatif et aussi festif, encore dans la continuité du MLF. Quand un événement nous intéresse et qu'une manifestation est prévue, nous écrivons des textes sur des airs

les questions du féminisme et des théories du *gender*. Mon rôle a donc surtout été de lui transmettre les acquis des théories féministes et de la mettre en garde contre la tentation de l'essentialisme. Je pense que nous avons réussi à éviter l'écueil de la présentation d'un art dit « féminin ». Il y a maintenant plus d'un an que cette exposition est ouverte au public. Elle est complétée par un catalogue et un site Internet qui permet, grâce à une collaboration avec l'INA, d'approfondir la question et de faire le point sur les luttes des femmes. Mais si l'intention du Musée national d'art moderne est de favoriser l'intégration des artistes femmes dans l'histoire de l'art commune aux hommes et aux femmes, ce projet, qui exclut les artistes hommes, ne peut avoir lieu qu'une seule fois. Sa répétition serait le signe de son échec.

connus : nous voulons que tout le monde puisse chanter avec nous. À cet effet, nous diffusons les paroles. De même, nous présentons toujours « l'histoire » des chansons, en donnant la référence de l'air d'origine et en expliquant pourquoi ont été écrites les paroles féministes.

Entre 2000 et 2005, le groupe a accueilli entre 20 et 25 chanteuses. Aujourd'hui, il en comprend une quinzaine. Cela dit, seules 7 ou 8 femmes, le « noyau dur », dont je fais partie, participent régulièrement aux Voix Rebelles. Le groupe est très ouvert, très informel, voire fluctuant, et nous ne savons jamais s'il existera encore demain ! En ce sens, il peut être comparé à certains groupes du MLF. D'ailleurs, nous nous situons dans cette continuité, ne serait-ce que par notre nom. Surtout, nous chantons les chansons écrites par les féministes des années 1970. Et puis, nous composons et nous manifestons dans le même esprit. Nous voulons en effet à la fois transmettre l'héritage du MLF et poursuivre l'aventure, en créant de nouveaux textes. Chanter est, pour la plupart d'entre nous, une autre façon de militer : plus joyeuse et plus apte, peut-être, à transmettre des idées, ou à le faire plus simplement, plus aisément.

Entre nous, il y a un partage des tâches obligé : les musiciennes (une pianiste et une accordéoniste) ont toujours la responsabilité principale, nous faire chanter, mais elles l'assument avec autant de compétence et rigueur que de bonne humeur. En revanche les (basses !) tâches d'organisation ne sont guère partagées : retenir les salles, envoyer les infos, photocopier les textes... sont toujours assumées par les mêmes, sauf peut-être pour les occasions exceptionnelles où elles trouvent alors des renforts ! Moi, je suis un peu l'*impresaria* du groupe depuis dix ans ! Cela me prend du temps et je dois toujours rappeler les contraintes de tous ordres si on veut avoir ensuite la satisfaction d'une réussite collective ! Nous répétons environ 4 heures par mois. Hormis le travail du chant, nous discutons des manifs, des invitations auxquelles nous voulons répondre, et parfois nous avons des débats sur des questions du féminisme. Le travail collectif d'écriture est réjouissant, car même si on cherche le mot juste, le nombre de pieds, les rimes, l'une lance une phrase, l'autre reprend avec un autre mot, une nuance, on chante un vers, puis on recommence ! Quelle satisfaction quand tout est en forme et... en musique !

Évidemment, si le groupe était plus stable, nous chanterions mieux et nous connaîtrions mieux nos textes ! J'ai parfois ce regret, mais c'est le prix à payer pour l'ouverture du collectif. Je trouve aussi que les Voix Rebelles ne sont pas assez militantes, pas assez « politiques ». C'est sûrement le prix du bonheur de

chanter : beaucoup de femmes y viennent avant tout pour cela : se faire plaisir, être avec des copines, participer aux fêtes du mouvement, faire plaisir à celles qui nous écoutent et les entraîner avec nous... Il est certain que, si nous étions plus « profes-

sionnelles », on nous écouterait plus religieusement, mais on nous suivrait moins souvent ! En effet sans les Voix rebelles certaines femmes, peut être, n'auraient pas trouvé le chemin du féminisme.

### **Traces**

- Vidéo : Denise Brial, Catherine Kriegel & Nicole Savey, *Le mouvement des femmes (1970-2004)*, Atalante Vidéos
- Émission « Femmes Libres », de Nelly Trumel, sur Radio Libertaire, en 2002, 2004, 2006 et 2008
- Christiane Passevant & Larry Portis, *Dictionnaire des chansons politiques et engagées*, Éditions Scali, 2008
- En préparation : l'enregistrement d'un CD de 14 chansons, présentées avec les textes et des illustrations de notre groupe.

## Animatrices

### Bibia Pavard

Après un DEA d'histoire sur les éditions des femmes (1972-1979), publié à l'Harmattan en 2005, Bibia Pavard prépare actuellement un doctorat au Centre d'Histoire de Sciences Po sur les questions de contraception et d'avortement en France de 1955 à 1982. Elle est l'auteure de plusieurs articles sur ce sujet, dont récemment « Contraception et avortement dans *Marie-Claire* (1955-1975). De la méthode des températures à la méthode Karman » (*Le temps des médias* n°12) ; « La cause des femmes » (printemps-été 2009) ; « Genre et militantisme dans le mouvement pour la Liberté de l'Avortement et la Contraception. Pratique des avortements (1973-1979) » (*Clio, Histoire, Femmes et sociétés* n°29, « 68, révolution dans le genre ? », 2009). Parallèlement, elle enseigne l'histoire-géographie dans le secondaire. Elle est membre des associations Mnémosyne (pour le développement de l'histoire des femmes et du genre) et Efigies (jeunes chercheuses et chercheurs en Études Féministes, Genre et Sexualités).

### Natacha Chetcuti

Sociologue, docteure en anthropologie sociale, Natacha Chetcuti est en contrat post-doctoral à l'INSERM, dans l'équipe : « Genre Santé sexuelle et reproductive ». Elle est également chercheuse affiliée à l'Université du Québec à Montréal, Canada (UQAM), au sein de l'équipe « Sexualité, Vulnérabilité, Résilience » (SVR). Ses recherches portent sur les enjeux épistémologiques et politiques des savoirs féministes, sur l'usage des catégorisations nominales et de genre dans les parcours lesbiens, et sur l'accès aux soins des femmes bisexuelles et homosexuelles. Elle est l'auteure de *Vies lesbiennes : couples, sexualités et représentations de soi* (à paraître en octobre 2010). Elle a écrit plusieurs articles et co-dirigé plusieurs ouvrages : *Lesbianisme et féminisme : histoires politiques* (2003, avec Claire Michard) et *Violences envers les femmes : trois pas en avant, deux pas en arrière* (2007, avec Maryse Jaspard). Elle est membre depuis 2007 du comité de rédaction de la revue *Les Cahiers du Cedref* et depuis 2008 du comité de rédaction de la revue électronique *Genre, sexualité et société*.

### Anne-Claire Emo

Doctorante en psychologie sociale sous la direction de Pascale Molinier (CNAM), Anne-Claire Emo étudie les mécanismes de discrédit du féminisme et ses effets sur l'identité des féministes (*Épistémologie du discrédit : Analyse psychosociologique du stigmatisme féministe*). Cette recherche a bénéficié du soutien de l'Institut Émilie du Chatelet de 2007 à 2009. Ce soutien lui a permis de participer à l'École doctorale en Études Genre (Genève) et d'effectuer à temps plein des recherches ayant donné lieu à plusieurs communications et à un article (« Idéal du féminisme idéal de soi : d'une incompatibilité silencieuse à une identité à explorer » à paraître chez l'Harmattan). Engagée depuis 2005 sur des activités liant la recherche et le militantisme au sein de l'association EFIGIES, elle travaille actuellement au sein du Conseil d'Orientation de l'IEC à l'élaboration d'un *Café dégenré* destiné à croiser les voix de la recherche et de la société civile autour de l'actualité féministe en Île-de-France.

### Françoise Flamant

Après des études de sociologie et d'économie, Françoise Flamant a travaillé dans des cabinets conseils puis dans une école consulaire parisienne. Militante du MLF, elle a co-fondé en 1974 Musidora, une association qui organisa le premier festival international de films de femmes en Europe. La même année, elle a été l'une des animatrices de la « Grève des femmes ». Au cours de nombreux séjours aux États-Unis et en Europe, elle a noué de nombreux liens avec des féministes étrangères. Elle a réalisé en 2005, avec la cinéaste américaine Veronica Selver, un court métrage intitulé *Raising the roof*, sur une entreprise de construction créée par des femmes californiennes. Elle a publié, en 2007, *A tire d'elles*, un livre sur les itinéraires de féministes radicales de différentes nationalités dans les années 1970-80. Responsable de la commission audiovisuelle de l'association Archives du féminisme, elle recueille la mémoire de féministes de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle.

### Annie Metz

Certifiée de lettres classiques, Annie Metz a enseigné trois années avant de s'orienter vers le monde des bibliothèques. Conservatrice à la bibliothèque Forney, spécialisée dans les arts, de 1982 à 1989, elle a ensuite pris la direction de la bibliothèque Marguerite Durand, consacrée à l'histoire des femmes et du féminisme depuis sa fondation en 1932. Elle est membre du Conseil d'Administration de l'association Archives du féminisme dès sa création en 2000. Elle est également membre de l'association Mnémosyne et a participé au conseil d'orientation de l'IEC. Elle a publié *La Bibliothèque Marguerite Durand, histoire d'une femme, mémoire des femmes* (1992) et co-dirigé le *Guide des sources de l'histoire du féminisme de la Révolution française à nos jours* (2006). Elle prépare, pour novembre 2010, une grande exposition et un catalogue sur les fonds photographiques de la bibliothèque Marguerite Durand.

### Nelly Quemener

Doctorante en information et communication, Nelly Quemener travaille sur les constructions de genre, classe, race sur la scène télévisuelle des humoristes en France de Coluche à nos jours. Ce projet de thèse a été soutenu par l'Institut Émilie du Châtelet / Région Île-de-France. Elle enseigne actuellement les *cultural studies* et les études de genre à l'Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle. Elle a publié plusieurs articles sur la rencontre entre écrits *queer*, postféministes et sciences de l'information et de la communication dans des revues scientifiques (*Questions de Communication*, *Recherches en Communication*). Elle est actuellement membre du comité de rédaction de la revue culturelle *Polî-Politique de l'image* dont l'objet est de décrypter les cultures de l'image.

### Évelyne Peyre

Militante du mouvement féministe depuis 1977 et chargée de recherche au CNRS, Évelyne Peyre a été membre du groupe « Femmes et Sciences » (1979-80) avant de s'engager dans l'organisation du premier colloque national français d'études féministes, « Femmes, féminismes, recherches » (Toulouse 1982). Elle a été responsable de l'équipe « Interface sexe biologique, sexe social » au sein de l'Action Thématique Programmée du CNRS « Recherches sur les femmes et recherches féministes » (1985-89). Elle a simultanément fait partie du comité de rédaction du *Bulletin national d'information Études Féministes* de l'APEF (Association Parisienne pour les Études Féministes) puis a milité dans le « Réseau Femmes pour la Parité », à l'origine du « Manifeste des 577 pour une démocratie paritaire » (*Le Monde*, 10 novembre 1993). Anthropologue biologiste au Laboratoire « Eco-Anthropologie et ethnobiologie » (UMR 7206), elle est spécialisée dans l'analyse des ossements humains anciens. Elle a publié de nombreux articles avec Joëlle Wiels et mène avec elle une réflexion critique sur le traitement de la détermination du sexe dans la littérature scientifique et sur les liens entre le sexe biologique et le genre. Elle a contribué à la fondation de l'IEC et à son installation au sein du MNHN. Elle est l'une de ses deux vice-présidentes.

### Éliane Viennot

Militante féministe depuis son engagement au MLAC, en 1973, Éliane Viennot a été l'une des animatrices du courant « lutte de classe » parisien avant de co-fonder, en 1978, la librairie Carabosses, qu'elle a quittée en 1984. Elle a participé au groupe des « dissidentes » (féministes ayant quitté les partis de gauche et d'extrême gauche à la fin des années 70), qui a abouti au livre collectif *C'est terrible quand on y pense* (1982). Membre de l'APEF (Association Parisienne pour les Études Féministes), elle a participé au comité de rédaction de son *Bulletin national d'information Études Féministes*. Elle a participé, dès 1993, à des manifestations, émissions de radio, colloques, numéros de revues... en faveur de la parité. Devenue spécialiste de l'histoire des « femmes d'État » de l'Ancien Régime et professeure de littérature à l'Université de Saint-Étienne en 1999, elle a cofondé en 2000 la SIEFAR (Société Internationale pour l'Étude des Femmes de l'Ancien Régime), qu'elle a présidée jusqu'en 2009. Elle est membre de l'Institut universitaire de France *senior* depuis 2003. Chargée de mission par le Conseil Régional d'Île-de-France pour la coordination et le développement des études féministes sur son territoire, elle a contribué à la fondation de l'IEC, en 2006. Elle est l'une de ses deux vice-présidentes.

### Joëlle Wiels

Parallèlement à ses activités de recherche sur le cancer, Joëlle Wiels, directrice de recherche au CNRS, milite dans le mouvement féministe depuis 1977. En 1979-80, elle a notamment participé au groupe « Femmes et Sciences » puis a rejoint le collectif animant la librairie Carabosses (l'une des rares librairies féministes à cette époque). À son retour en France, après deux années passées aux États-Unis (1985-86), elle a fait partie du comité de rédaction du *Bulletin national d'information Études Féministes* (1987-89) publié par l'APEF (Association Parisienne pour les Études Féministes). Elle a, par la suite, participé au « Réseau Femmes pour la Parité » qui est à l'origine de la publication dans le journal *Le Monde* du « Manifeste des 577 pour une démocratie paritaire » (10 novembre 1993). Entre 2002 et 2005 elle a dirigé la « Mission pour la parité dans la recherche et l'enseignement supérieur » du Ministère chargé de la Recherche. Elle est membre du Comité de Direction de l'IEC depuis sa création en 2006. Elle mène par ailleurs, depuis longtemps, avec l'anthropologue Évelyne Peyre, une réflexion critique sur le traitement de la détermination du sexe dans la littérature scientifique ainsi que sur les relations entre le sexe biologique et le sexe social.

### Anne Zelensky

Engagée dans le féminisme radical dès la fin des années 60 en créant avec Jacqueline Feldman FMA (Féminin Masculin Avenir), qui contribua à former en 1970 le MLF, Anne Zelensky a participé activement aux grandes actions des débuts du Mouvement : « Manifeste des 343 » en avril 71, Journées de dénonciation des crimes contre les femmes à la Mutualité en mai 1972, Foire des femmes en 1973 à la Cartoucherie de Vincennes. En 1974, elle a fondé, avec Simone de Beauvoir, dont elle a été collaboratrice et amie, et Annie Sugier, entre autres, la Ligue du Droit des femmes, qui se fixait des objectifs concrets : la demande d'une loi antisexiste, la dénonciation du sexisme dans les manuels scolaires, l'assistance juridique aux femmes ; la Ligue avait aussi le souci d'élargir le Mouvement. Elle a été présidente en 1980 de SOS Femmes Alternative, qui avait ouvert le premier refuge de femmes battues en 1978. Elle a participé à la mise en place, en 1988, du premier centre d'accueil des hommes violents, qui devait fermer en 1995. Elle a collaboré avec le Ministère des droits des femmes, mené campagne contre la pornographie et le sexisme dans la publicité, participé au combat pour la parité à travers l'édition d'un livre pour enfants sur ce thème. Elle a publié, entre autres : *Maternité esclave* (1975, livre collectif), *Histoires du MLF* (1977, avec Annie de Pisan), *Histoire de vivre. Mémoires d'une féministe* (2005). Elle a exercé la profession de professeure agrégée d'espagnol et a reçu la légion d'honneur en 1998 pour son action féministe.